



Revue trimestrielle de la Saint-Cyrienne - Octobre 2013

N°211

LE CASOAR



LE CHEF ET LE JOURNALISTE



Les Echos

LE FIGARO

ouest france
ouest-france.fr

Le Canard
enchainé

Le Monde

SOMMAIRE

■ 03 - Editorial du Président

DOSSIER

- 05 - Le chef et le journaliste (Benoît Royal)
- 06 - La DICOd outil de communication ? (Martin Klotz)
- 08 - Un journaliste « Inséré » (Extraits de «Captain Teacher» de Raphaël Krafft)
- 12 - «Ils veulent tous des images de combat» (Thierry Burkhard)
- 13 - Du général au particulier et sans jeu de mots ! (Nathalie Guibert)
- 15 - Du Kosovo au Mali, un journaliste face au chef militaire (Laurent Larcher)
- 16 - Lignes de défense : la PQR investit la blogosphère de défense (Philippe Chapleau)
- 17 - Défense et illustration de la langue de bois (Patrick Chanliou)
- 19 - Aide-toi, le ciel t'aidera... (Marcel Valentin)
- 20 - Le soldat et le journaliste : respect mutuel ou incompréhension définitive ? (Henri Poncet)
- 22 - La guerre des images (Michel Klen)
- 24 - Ne soyez pas sourds car nous ne sommes pas muets ! (Dominique Delort)

EN BREF

- 25 - (Jérôme Pellistrandi)

DÉBAT

- 29 - Même pas peur ! (Le Vieil)
- 30 - L'épopée du CEFI 1943-1944 (Amédée Béguinot)
- 31 - « La tramontane se lève » : réponse au général Bertin (Stanislas Bied-Charreton)
- 32 - Le bon français (Bertrand Mathieu, Pierre-Emmanuel Pecceu, Henri Carrard)

TRIBUNE LIBRE

- 34 - Métier des armes : une porte se ferme (Henri Bentégeat)
- 35 - Toujours la Syrie ? (Jean Salvan)
- 36 - Moyen-Orient : Turquie, Egypte, Irak (Jacques Laurioz)
- 38 - Les élites militaires. Quid ? (Daniel Roudeillac)
- 39 - A l'épreuve des preuves (Dominique Baudry)
- 40 - Hommage à Alain Mimoun (Jean Brulé)
- 41 - Expérience de 2 capitaines à l'école de mêlée américaine (Louis-Dominique Richard, Gabriel Vallier)

HISTOIRE ET TRADITIONS

- 43 - A l'approche du centenaire de la Grande Guerre (Dominique Delort)
- 44 - La « Mangin » s'est éteinte (Patrick Bureau)

VIE PRO : ACTIVE & CIVILE

- 46 - « Cap vers une deuxième carrière ! »
- 47 - Réflexion sur le commandement et le management (Benoît Top)
- 48 - Consultant indépendant (Jacques Pellabeuf)
- 49 - C'est décidé, je quitte l'armée (Jean-Baptiste Leclerc)

LES POTINS DE LA MALVINA

- 50 - Javotte (Marianne Métayer)

■ 52 - BIBLIOGRAPHIE

- 57 - La carrière littéraire d'Hélie Denoix de Saint Marc

COURRIER DES LECTEURS

- 59 - Agathe L'Estampille (Ségolène Martinez)

VIE DE LA SAINT-CYRIENNE

- 63 - Le mot du délégué général
- 64 - Hommage à nos morts
- 68 - Vie de l'école
- 74 - Assemblée générale 2014
- 76 - Liste des délégués et correspondants
- 80 - Correspondants en Etats-Majors de l'administration centrale
- 81 - Liste des correspondants de la Saint-Cyrienne dans les promotions
- 84 - La vie des promotions
- 86 - La Saint-Cyrienne au Triomphe
- 87 - Les activités du Président
- 88 - Nouvelles des familles
- 93 - L'entraide : le café littéraire
- 96 - Lettre électronique

COMMUNIQUÉ

LES FUTURS DOSSIERS DU CASOAR

Janvier 2014 : Saint-Cyr et le multinational

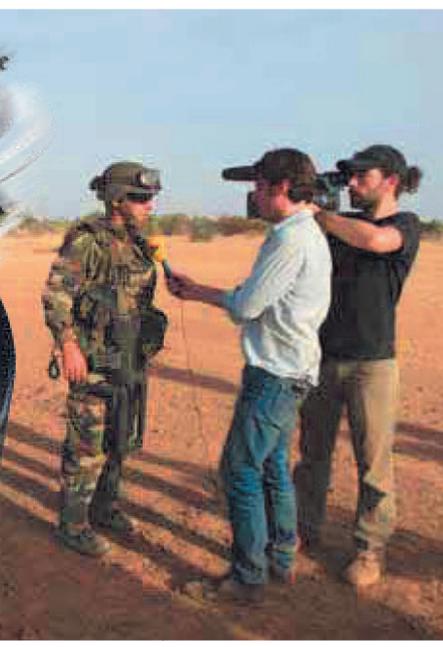
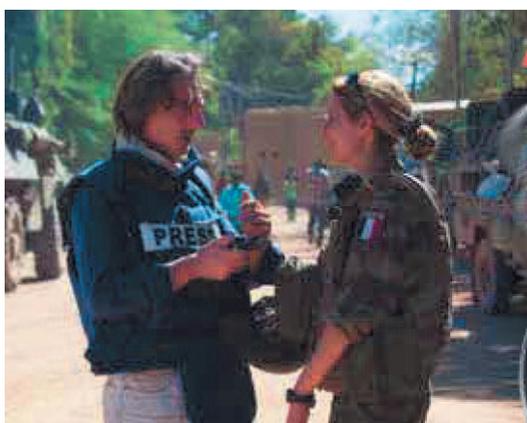
Avril 2014 : Le politique et le militaire

Juillet 2014 : La Grande guerre (14-18)

Octobre 2014 : Paroles de chef (commandants d'unité)

DOSSIER

LE CHEF ET LE JOURNALISTE



LE CHEF ET LE JOURNALISTE DES INTÉRÊTS PARTAGÉS ET DES OBJECTIFS DIVERGENTS QUI DOIVENT COEXISTER

PAR LE GÉNÉRAL BENOÎT ROYAL - PROMOTION « MONTCALM » (1980-82), COMMANDANT DE L'ÉCOLE D'ARTILLERIE,
ANCIEN CHEF DU SIRPA TERRE ET AUTEUR DE « LE GUERRE POUR L'OPINION PUBLIQUE », ECONOMICA, 2012

Le XX^e siècle a été celui de l'irruption du pouvoir médiatique. Qualifié de « 4^{ème} pouvoir », l'interaction avec tous les espaces de la société n'a pas épargné les armées. De façon générale, on estime que l'influence des médias de masse dans les guerres dites « modernes » a plutôt contribué à porter préjudice aux nations occidentales et à accélérer leurs défaites.

Le premier exemple historique est celui de la guerre du VietNam que les Américains estiment avoir perdue à cause de l'arrivée massive de journalistes sur le théâtre. Dès le début du conflit, il avait été décidé de laisser ces journalistes totalement libres d'aller sur les lignes de combat et d'en rapporter ce qu'ils voulaient. Soutenus par l'armée, ils étaient mêmes prioritaires dans les transports militaires pour aller sur les scènes de combat. Dans cette situation, ces reporters de guerre ont été pris d'une véritable frénésie de vérité, débridée, brute et ils ont déversé sur les écrans et les journaux de terribles images de violence, de blessés agonisants et de cadavres alignés. Ces visions de mort et de sang déversées en continu produisirent un effet dévastateur sur l'opinion publique. Les mouvements pacifistes se multiplièrent et accentuèrent leur pression sur l'administration américaine. C'est ainsi qu'en dépit des nombreuses victoires militaires sur le terrain, les citoyens américains rejetèrent en masse ce conflit lointain, terriblement meurtrier, dont ils ne comprenaient pas la finalité. Le conflit vietnamien est l'exemple paradoxal d'une guerre où, par le vecteur du journaliste, la victoire militaire fabriqua des images de défaite et aboutit à une débâcle politique.

Après ce conflit, les généraux américains - comme leurs adversaires - prirent conscience que les conflits ne se déroulaient plus uniquement sur le terrain militaire, mais aussi dans le champ médiatique. Ils comprirent que le sort d'une guerre pouvait se jouer sur des images, sur la perception des événements plus que sur les faits eux-mêmes et sur leur influence dans l'opinion publique.

A partir de cette date, aucun conflit ne sera plus couvert de cette façon par les journalistes et la gestion actuelle des médias, développée à travers le principe du *journaliste embarqué* (*embedded*), est née de ces enseignements. Cette approche est-elle la meilleure ? Peut-être, mais ne nous y trompons pas, elle ne satisfera jamais les journalistes qui chercheront toujours d'autres moyens à accéder à l'information de façon autonome. Faut-il les en blâmer ? Il faut s'en garder car ils œuvrent dans un autre champ que le champ militaire, leurs objectifs sont différents et la soif d'information et de transparence des citoyens du monde est sans limite. Par ailleurs, le système démocratique dans lequel nous vivons repose sur un principe inaliénable de liberté de la presse et d'opinion que les armées sont aussi en devoir de protéger.

Il s'agit donc bien pour les armées de s'organiser pour pouvoir répondre aux attentes de vérité et de transparence réclamées par le citoyen - afin de conserver le soutien de son opinion - tout en se protégeant des éventuelles dérives et en préservant l'indispensable niveau de confidentialité qu'exigent les opérations militaires. L'ouverture de nos rangs aux acteurs médiatiques qui le demandent est incontournable, il s'agit de s'y préparer à tous les niveaux, et dans ce domaine, les chefs ont une responsabilité essentielle.

Par ailleurs, il importe de ne pas faire preuve de naïveté ou d'angélisme vis-à-vis de nos adversaires potentiels. En effet, la communication est devenue l'arme de l'ennemi moderne et particulièrement celle de l'adversaire asymétrique. Les armées conventionnelles ont tendance à raisonner leur manœuvre dans un rapport du fort au faible incluant un risque de sous-estimation de l'adversaire. L'ennemi, quant à lui, une fois intégré le fait qu'il ne gagnerait pas sur le terrain strictement militaire, cherchera à gagner ailleurs en atteignant les esprits et le moral des opinions publiques par tous les moyens possibles. A la lumière de ces réalités il importe de se battre sans réserve sur un terrain où jusque-là beaucoup d'armées conventionnelles démocratiques ne se sont encore engagées qu'avec une certaine frilosité, voire réticence.

L'information est devenue une ligne d'action stratégique à part entière car nos armées prennent conscience de la réalité de ces adversaires d'un nouveau type, devenus des experts de la manipulation médiatique et qui ont compris que la guerre moderne est aussi celle de l'affrontement des images. Ils jouent parfaitement de ces visions de barbarie qu'il savent répandre et sur les comportements de rejet qu'elles génèrent en usant de propagande vers des populations déconnectées des réalités de ces combats lointains dont elles ont souvent oublié la finalité première.

L'adhésion des citoyens aux actions militaires est donc un objectif majeur à atteindre. Nous avons besoin du journaliste pour cela, en gardant bien à l'esprit que, dans cet objectif, la perception des choses vaut toujours plus que la réalité.



DOSSIER

LA DICOD OUTIL DE COMMUNICATION ?

ENTRETIEN DU GÉNÉRAL MARTIN KLOTZ - PROMOTION « MONTCALM » (1980-82), ANCIEN DIRECTEUR ADJOINT DE LA DICOD ET DU COLONEL PELLISTRANDI

Quel bilan de la communication des armées peut-on faire depuis la première guerre du Golfe et l'apparition de l' « effet CNN » ? :

La guerre du Golfe a vu la mise en place des reporters de terrain intégrés au sein des unités sur le terrain (*embedded*) ; la mise sur pied de pools de journalistes, très éloignés des opérations, ayant été particulièrement critiquée. Ce qui a également beaucoup changé et qui doit être intégré dans la problématique de la communication, c'est l'apparition des nouveaux moyens de communication numériques qui permettent de diffuser une information en temps réel, voire réflexe : téléphone mobile, internet, station de transmission satellite. La miniaturisation de tous ces moyens permet aux journalistes, mais aussi à tout un chacun, d'émettre sons, photos et images depuis le fond d'un thalweg au bout du monde. Cette nouvelle donne nous impose une communication professionnelle, ouverte et rapide.

La première guerre du Golfe a été le déclencheur d'une prise de conscience qui a conduit au développement des structures de communication dans les armées et à la montée en puissance d'une filière communication au sein de l'armée de Terre. La communication est désormais partie intégrante des opérations :

- par un volet Com dans l'élaboration des ordres d'opération.
- par la mise en place, dès le début de l'opération, d'une structure de communication ad hoc au sein de l'état-major projeté en opération (conseiller com, officier presse, équipe photo vidéo), adaptée en fonction du théâtre.
- par un dispositif d'alerte spécifique au sein du GUEPARD : le module d'alerte de la communication opérationnelle (MACO),
- le dispositif de communication sur le terrain permet de prendre en charge des médias et de les accompagner pour assurer des reportages au sein des unités.

Communiquer, informer, les armées font-elle une différence ?

C'est un débat aussi vieux que le monde d'autant qu'il y a plusieurs façons de définir ces deux termes. Dans la mesure, où la communication englobe l'information (au titre de vecteur de l'information et parce que communiquer c'est une façon travaillée, convaincante, d'informer) alors oui, les armées informent et communiquent. Mais tous les médias communiquent : une même information ne relevant pas toujours du même traitement suivant le support choisi, l'heure de diffusion, la ligne éditoriale du media. Dans un monde de l'instantanéité des informations où un sujet chasse l'autre alors que nul n'a plus le temps d'expliquer la complexité des situations, et nos sujets militaires sont souvent complexes, alors oui, la communication prend nécessairement le pas sur l'information.

- informer :
- en interne, c'est un impératif de commandement (du chef) ;
- vers l'extérieur = c'est de la « com' neutre » (définition par défaut, peu satisfaisante).

- communiquer :
- valorisation – et donc élaboration – de l'info pour diffuser des messages à portée « supérieure » à l'événement considéré ;
- éclairage particulier d'un aspect de l'événement pour faciliter cette diffusion de message.

Comment sont les relations entre les armées et les médias aujourd'hui ?



Les relations sont bonnes même si avec certains cela s'apparente plutôt à une bienveillante indifférence. Les médias s'intéressent plus facilement à l'environnement géopolitique de la crise qu'aux forces chargées de les résoudre ; ce phénomène s'est accru depuis la professionnalisation des armées et s'est accentué avec la crise économique. En effet, dans un contexte de réduction d'effectifs dans les médias, les journalistes spécialisés dans les questions de défense se font rares et les « généralistes » n'ont évidemment pas un niveau de connaissances suffisant des questions militaires. Ils ont donc tendance à traiter nos opérations au même titre que des faits divers, ne s'intéressant alors qu'aux aspects spectaculaires de nos actions, notamment lorsque nous avons des pertes humaines. C'est ce qui s'est produit au moment de l'embuscade d'Uzbeen. Il convient également de souligner que les journalistes s'intéressent aux préoccupations des Français. Or nous ne sommes pas dans le spectre de préoccupations de nos concitoyens pour lesquels la notion de sécurité reste encore une notion de proximité. C'est pourquoi, ce lien des armées avec les médias reste très important, dans la durée, et non pas seulement en accompagnement de crise sur le terrain. Il nous appartient de nous faire connaître et d'aller vers les écoles de journalisme, par exemple. Chaque unité militaire en France et sur les théâtres d'opération possède une structure de communication qui tisse des liens avec les correspondants locaux et régionaux des médias. Au niveau national, sous le pilotage du directeur de l'information et de

la communication de la Défense, la DICOd, la cellule communication de l'EMA et les SIRPA d'armée sont les interlocuteurs privilégiés des médias.

Quelles sont les pistes de progrès pour la communication des armées ?

Tout d'abord une communication plus interarmées avec un véritable parcours professionnel d'officiers « généralistes » qui alterneraient leur métier premier, celui de « soldat », avec des affectations dans la communication. Cela permettrait aux futurs décideurs d'appréhender, à différents niveaux de responsabilité, les multiples facettes de la communication : institutionnelle, opérationnelle, de recrutement...

Car la communication est une excellente école pour s'approprier tous les aspects de notre outil de défense. Lorsque je rentre chaque jeudi dans la salle où nous tenons le point de presse hebdomadaire du ministère, je ne sais jamais quelle question va m'être posée. Or, ma conception de mon métier et l'image que je souhaite donner de ma fonction, m'imposent d'être capable de répondre sur tout le spectre de responsabilités du ministère. Une réforme de la fonction communication est en cours, avec l'approbation du ministre ; il ne s'agit nullement de faire disparaître les communications d'armée indispensables compte tenu de leurs spécificités, mais certaines capacités seront mutualisées sous la responsabilité du DICOd auquel le ministre a confié une autorité fonctionnelle sur la communication de l'ensemble du ministère. La DICOd est mixte avec des militaires et des civils. Quelle en est la plus-value ? Cet amalgame nous permet une « perfusion croisée des cultures » ! Par ailleurs, la DICOd doit incarner les armées mais aussi le SGA et la DGA. Les jeunes civils que nous recrutons nous apportent également une expertise et une connaissance des techniques les plus avancées en termes de communication.



Point presse de la défense, chaque jeudi.

Les armées et les réseaux sociaux (facebook, twitter) : un risque ou une opportunité ?

Je dirai tout d'abord que c'est un fait qui s'impose à tous ! C'est un impératif de com' pour établir le lien avec les journalistes dès à présent. C'est un impératif pour entretenir le positionnement du ministère vis-à-vis des jeunes (pour faciliter le recrutement, etc.). Toutefois, ces pratiques doivent être guidées et accompagnées, c'est pourquoi la DICOd a largement diffusé au sein du ministère un guide du bon usage des réseaux sociaux..



Message du directeur de la publication

Nous regrettons l'absence de textes de journalistes défense qui ont été sollicités notamment, parmi les plus connus, Jean-Dominique Merchet et Frédéric Pons.

Nous maintenons, pour autant, des colonnes disponibles quand ils voudront s'exprimer sur ce sujet.

Dominique Delort
Directeur de la publication

DOSSIER

UN JOURNALISTE « INSÉRÉ »

PAR LE GÉNÉRAL PATRICK DU REAU – PROMOTION « LIEUTENANT-COLONEL DRIANT » (1965-67), RÉDACTEUR EN CHEF DU CASOAR

Journaliste à France-Culture, Raphaël Krafft est affecté au deuxième Régiment étranger d'infanterie dans la vallée de Surobi. Il va créer avec une petite équipe d'afghans qu'il formera, une radio « communautaire » destinée aux habitants de cette vallée. Raphaël Krafft avait déjà animé une radio à Sarajevo. La rédaction présente la recension de son livre : *Captain Teacher, une radio communautaire en Afghanistan* ainsi quelques extraits.

L'auteur, journaliste, est jeune mais il a déjà un beau « vécu » : Sarajevo, Gaza, Irak. Maintenant l'Afghanistan, capitaine de la réserve opérationnelle des armées, il va, au sein du 2^e Régiment étranger d'infanterie, créer une radio communautaire en vallée de Surobi.

Les extraits publiés par ailleurs, choisis par la rédaction, donnent le ton. Mais au travers de l'histoire de cette radio se profile toute la problématique de la (les) limite(s) de la liberté d'expression en temps de guerre. Il faut lire ce livre pour trois raisons : d'abord l'auteur livre un témoignage et ses réflexions avec une grande honnêteté et une remarquable liberté de ton ; ensuite le regard qu'il porte sur l'organisation militaire est équilibré mais sans concession. Et cela fait du bien d'être ainsi décrit hors de nos schémas habituels ; Enfin l'aventure, une belle aventure humaine, de Radio Surobi est révélatrice d'un mal bien français : savoir si bien saborder ses propres réussites. Surtout si les imbéciles s'en mêlent... Au delà, un beau témoignage très humain et très précis sur un aspect particulier de la guerre menée là-bas. Il n'élué pas la question de fond qu'évoque aussi François Sureau dans sa Préface. Mais qu'allait-on faire dans cette galère ? Et à ce prix !

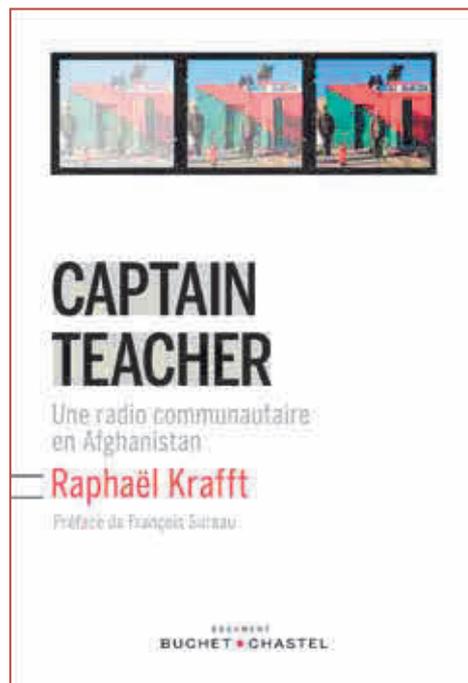
Préface de François Sureau

« C'est l'histoire de cette radio qu'il raconte, une histoire triste, belle et bien française : le dévouement, l'inventivité du petit nombre, l'engagement et la passion face à la bureaucratie et aux lâchetés de tous ordres, et pour finir l'échec après que la Légion étrangère a quitté la vallée, puis l'armée française, l'Afghanistan... »

... Le caractère arbitraire, un peu étrange, de la présence militaire française en Afghanistan colore l'ensemble du récit de Raphaël Krafft. Là-bas, personne n'est sûr de lui-même, de ce qu'il est. Des militaires rompus aux pratiques coloniales doivent apprendre à se tenir à distance, des officiers soucieux d'exécuter des missions de combat doivent y parvenir sans trop exposer leurs hommes, un contingent naturellement inventif doit se couler dans les lourdes procédures de l'OTAN. Quant aux Afghans, on voit assez vite qu'il n'est pas possible de les ranger simplement entre insurgés et gouvernementaux, n'en déplaise aux capitaines réservistes des « actions d'influence » dont l'auteur trace l'un des plus réjouissants portraits d'imbéciles qu'il soit donné de lire.

Prise de contact

« Les journalistes en herbe, Aziz et Nasser, et les trois interprètes, Monsieur Ali Baba, Monsieur Georges et Monsieur Nazem, se sont alignés pour m'accueillir dans le studio de Radio Surobi. Ils s'inclinent tour à tour, la main sur le cœur, selon la tradition pashtoune.



– Bonjour, *captain teacher*, lance Nasser.

– Bonjour, enchaîne plus timidement Aziz. *Pe khéyr raghlé* [« bienvenue à toi »], poursuit-il en pashtô. Le capitaine Negroni m'a suivi de près. Il marque son entrée par de sonores salutations :

– Salut à toi Aziz ! Salut à toi Nasser ! Salut à toi Georges ! Salut à toi Ali Baba ! Salut à toi Nazem ! - et de hurler à l'attention de l'adjudant-technicien de la radio cette phrase qui deviendra rituelle : Daniil, espèce de vieux chacal de brousse, prépare-nous du café !

Comme à l'accoutumée, le capitaine Negroni s'installe dans le fauteuil inclinable qui lui est réservé, allume avec un Zippo une cigarette Dunhill, se renverse, aspire une longue première bouffée, le filtre tout entier happé puis se redresse pour reprendre la parole :

– Voici donc le capitaine Krafft qui va commencer aujourd'hui votre formation. C'est un vrai journaliste. Il va vous apprendre à animer une radio libre. Car je vous rappelle que Radio Surobi doit être une radio libre, c'est le souhait du chef de corps...

...La tâche que m'assigne la Légion est semblable en bien des aspects, à la différence qu'ici tout est à faire. Il ne s'agit pas seulement de former des gens à la pratique du reportage mais de monter une radio de A jusqu'à Z : de la fabrication du studio à l'habillage de l'antenne en passant par la formation des personnels à l'ensemble des métiers

de la radio. Le chef de corps a été très économe en mots pour m'informer de ma mission lorsque je l'ai rencontré le jour même de mon arrivée ; l'armée a une approche du travail par objectifs :

– Capitaine Krafft, vous devez créer Radio Surobi dans les délais les plus brefs et il faut qu'elle marche. Débrouillez-vous. »

Le repas de Noël



Aziz Rahmam en reportage

« Le repas de Noël, le lendemain, à la table des officiers, est précédé d'un apéritif au champagne...

... Sur nos assiettes, le cadeau régimentaire, un livre : *De l'autre côté de l'eau* de Dominique de La Motte⁽¹⁾, dont chaque exemplaire a été dédié par le chef de corps. D'une seule voix, nous entonnons :

– Merci mon colonel !

Son auteur livre le témoignage du jeune lieutenant qu'il était dans un poste isolé de la plaine des Joncs, à la tête d'un commando de Partisans indochinois. Le soir venu, à la lampe frontale, dans la relative intimité de mon box, j'entreprends la lecture de l'ouvrage d'une centaine de pages. C'est un livre de militaire, pour les militaires, mais bien mené et accessible. Il détaille la vie d'un jeune officier qui découvre la solitude du commandement au milieu d'autochtones qui le traitent en roi. Il n'est ni le Kurtz de Conrad ni le Dravot de Kipling. Non, la guerre ne parvient pas à entamer l'âme de cet homme amoureux de Pascal et de Bernanos. À la page 28, il décrit les Indochinois qui l'entourent et avec lesquels il se bat.

Devant ces jeunes nha-qués à la parfaite candeur, nos bons philosophes rousseauistes s'attendraient, émus par un hédonisme naturel que n'entraverait pas notre morale corruptrice. En fait, ce ne sont nullement de bons sauvages, mais les héritiers, quelque peu abâtardis, d'une très ancienne civilisation, beaucoup plus ancienne que la nôtre. Ils ne sont pas à l'aube de l'humanité, ils en ont atteint le stade ultime, décrit par Huxley dans *Le Meilleur des mondes*, délicieux et désespéré.

Le colonel et certains des membres de son état-major portent, selon moi, un regard similaire sur les Afghans. Ils admirent et respectent notamment leur sens de l'honneur et de la guerre proche de leur culture légionnaire. *More majorum* (« à la manière des Anciens ») est une des devises de la Légion qui sied bien aux pashtounes.

– Les Afghans sont touchants, répète le colonel à qui veut l'entendre. Ils possèdent une culture du dialogue dont nous ferions bien de nous inspirer. C'est une société au sein de laquelle rien n'est décidé sans consensus, une société pudique et jalouse de son indépendance plus encore qu'insolente. Nous ne devons rien imposer de nos valeurs à des gens aussi sensibles à la poésie. – C'est un peuple racé, ajoute un officier.

– Racé?

– Un peuple dont le mode de société, fondement de sa stabilité, traverse les âges.

Tout le monde n'a pas cette empathie pour les Pashtouns. Alors que les troupes françaises sont restées près de quatre années dans ce district, Surobi est demeuré un terrain ignoré des journalistes. Je plains les reporters, pigistes pour la plupart, basés à Kaboul, de ne pas pouvoir vendre un sujet sur cette région à une rédaction parisienne : il n'existe pas de groupe de rock, d'associations de défense des droits de la femme et encore moins de « blogueurs militants » ici pour les inciter à venir. Sans parler du danger que représente ce territoire. Absents également, la radio et la télévision publiques. C'est, de plus, une région méconnue des réseaux français humanitaires, militants, officiers de renseignements ou journalistes qui sillonnaient l'Afghanistan pendant l'occupation soviétique. Du fait de la présence historique du HIG de Gulbuddin Hekmatyar en Surobi, ils n'y sont jamais venus. Ce 25 décembre 2009, il n'y a qu'une seule ONG présente en Surobi : elle est bangladaise.



Israr Al Haq déclame un de ses poèmes sur les ondes de Radio Surobi

Quand ils s'y rendent, les journalistes se trouvent souvent *embedded* : « Moment d'angoisse. Sur ce plateau perdu à 70 kilomètres de Kaboul, entouré de montagnes truffées de taliban, tout le monde craint qu'une sentinelle ne soit égorgée » ; ou emboîtent le pas de nos ministres lors de leurs voyages éclairs en Afghanistan. Quand on la trouve, la parole de l'autochtone est glanée à la volée, au gré d'un programme réglé comme du papier à musique : « Dans les ruelles de terre battue de Surobi, des dizaines de garçons cavalaient pieds nus autour du convoi du ministre de la Défense français, Hervé Morin, venu inaugurer une école, jeudi 17 septembre 2009, dans ce district de l'est de Kaboul.

« *American are not welcome !* » lance un des enfants, tout sourire, avant de reprendre, à la vue des uniformes : « *French are not welcome !* » Dans ce même groupe qui accompagnait le ministre, le philosophe chroniqueur

(1) Le général de corps d'Armée de la Motte, promotion «Nouveau Bahut» (1945-47), président d'honneur de la Saint Cyrienne.

DOSSIER

de l'hebdomadaire *Le Point* écorche les noms propres, confond les marsouins morts en Uzbeen avec des légionnaires, et conclut, après vingt-quatre heures de visite, que nous menons là-bas « une guerre moche, comme toutes les guerres ; mais une guerre juste ».

La shura des poètes de Surobi

« Une quinzaine d'Afghans est attendue à la radio cet après-midi du vendredi 1^{er} janvier 2010. Afin de faciliter leur entrée dans le camp, Negroni, accompagné d'Aziz, a pris la P4 du PC pour se rendre au poste de guet. Seul avec ses hommes, le sous-officier responsable de l'entrée aurait pu être pris de panique, ils sont tous plus barbus les uns que les autres.

– Quelles barbes ! dis-je à Aziz à la fois impressionné et admiratif alors qu'ils entrent dans Radio Surobi en file indienne.

– Barbe trop courte ne plaît ni à Dieu ni à la femme, me répond Aziz en me gratifiant d'un clin d'œil.

Je les fais asseoir autour de la grande table de conférence, dans la première salle du bunker, et insiste pour participer à la distribution de thé et de douceurs, de conserve avec Ali Baba, pour réchauffer une atmosphère rafraîchie par mon uniforme « d'Anglais ». N'importe quel soldat de la coalition est un « inglesì » pour les Afghans. Le souvenir de la déculottée qu'ils ont infligé aux soldats de Sa Majesté pendant leur retraite d'Afghanistan en 1842 lors de la première des trois guerres anglo-afghanes est vivace.

Malgré mes ronds de jambe, il règne un silence de plomb dans la pièce, quand l'un d'eux, le plus âgé, dit à mon adresse :

– J'aime Jeanne d'Arc.

– Formidable ! m'écrie-je, heureux que la glace se brise enfin. Pourquoi cela ?

– Parce qu'elle s'est battue vaillamment contre les Anglais comme le fit Malalai en son temps.

– Malalai ?

– C'est la « Jeanne d'Arc afghane », mon capitaine, me souffle Ali Baba. Elle a rallié l'armée pashtoune contre les troupes britanniques lors de la bataille de Maiwand, à la fin du XIX^e siècle.

– Oui, nos deux peuples ont cela en commun, lui dis-je.

– Faux, les Anglais sont désormais vos amis, ils se battent à vos côtés en Afghanistan...

... Il n'a pas été nécessaire de convaincre le colonel d'accepter la venue simultanée de tout un *tabar* d'Afghans : ce sont des poètes à qui il voue respect et admiration. Dans le sillage de la création de Radio Surobi, une *shura* des poètes s'est constituée dans toute la région. Ils se réunissent le vendredi après-midi et lisent tour à tour leurs productions littéraires à l'assemblée. Pourquoi ne pas diffuser leurs lectures ? ai-je proposé à Aziz. Le temps que je les forme, Nasser et lui, à la captation sonore d'un tel événement, nous avons décidé de les faire venir à la radio en comité restreint. Ils sont tout de même près de quinze et, excepté le doyen admirateur de Jeanne d'Arc, ils demeurent taiseux et le regard fermé autour de la table. Leur attitude ôte toutes les questions que je pouvais avoir quant à mon statut : l'uniforme ne fait aucun doute pour eux, même si je vais bientôt participer à la diffusion de leur prose sur les ondes. »



Ali Baba et les légionnaires du 2^e REI devant le bunker de Radio Surobi

... « Daniil est aux manettes de la console, Aziz au micro avec un premier poète, le show peut commencer.

– Chers auditeurs et auditrices de Radio Surobi, bienvenue dans notre nouvelle émission hebdomadaire de poésie. Désormais, chaque vendredi de 15 heures à 17 heures, la *shura* des poètes de Surobi viendra déclamer ses vers sur « votre radio ». Pour commencer cette émission, nous accueillons le chef de la shura des poètes. Ô sage (*Khaghlay*) Mahmad Daoud Mohlessyar, la parole est à vous.

– Avant de te dire ce poème, je vais te le résumer en quatre vers : Le son de nos sabres fendant l'air résonne dans le monde entier Éternels rivaux, nous semons les graines de nos divisions Jamais souverains nous ne deviendrons Et pourtant, nos bras sont grands ouverts pour en notre sein accueillir le vaste monde.

– Ce poème s'appelle, *Arman*, le « vif désir ».

Retour à Tora

Nota : le capitaine Krafft, après 5 mois d'absence relève celui qui à l'arrivée du 2^e REP.

« À peine me suis-je installé sur le siège inclinable de Negroni pour souffler un peu, qu'Ali Baba m'invite à venir consulter le registre du courrier des auditeurs.

– Combien de lettres reçues depuis l'installation de la boîte aux lettres en janvier dernier ? me demande-t-il en forme de devinette avec un grand sourire, la main posée sur un des nombreux classeurs dont il a la charge.

– Je ne sais pas, Ali Baba. Mettons qu'à raison d'une dizaine de lettres par jour pendant cinq mois, on arriverait à 1 500, peut-être 2 000 ?

– 16 200, mon capitaine. Nous avons reçu 16 200 lettres depuis votre départ, soit plus d'une centaine par jour.

– C'est considérable.

– Tu m'étonnes, dit Thierry qui est demeuré discret depuis mon arrivée - délicate attention de sa part, il ne voulait pas gâcher mes retrouvailles avec l'équipe. Pour la seule journée du 1^{er} février, c'est-à-dire à peine trois semaines après que tu aies fait installer la boîte aux lettres, nous avons reçu 250 lettres. C'est ça, Ali Baba ?

– 255, mon capitaine.

– Des jeunes ? je lui demande.

– Oui, beaucoup. Selon l'analyse du courrier, ils constituent plus de 40% des auditeurs. Toujours des poèmes d'amour précédés d'une dédicace de chanson romantique...

... « J'ai aussi planché sur la façon d'insérer Radio Surobi dans la chaîne de commandement.

– Mouais, dis-je, toujours aux aguets quand les militaires se mêlent de nos affaires.

– Ça ne veut pas dire que des concessions ont été faites, mais il faut bien que tu comprennes que c'est la condition de la survie de la radio. Un chef qui débarque ici, il faut bien qu'il sache où situer la radio dans le schéma « mili » qu'il a en tête, et aussi savoir à quoi elle lui sert.

– À quoi elle lui sert ? Que veux-tu dire par là ? dis-je, inquiet.

– Tu es naïf, Raphaël, c'est fini le temps de Durieux et de Negroni. Je veux dire par là que je fais des rapports, la radio est un précieux indicateur pour connaître l'atmosphère générale de la zone d'opération. Je fais aussi traduire les interviews des invités politiques que je transmets dans la chaîne hiérarchique. Radio Surobi, c'est la seule revue de presse disponible pour nos chefs. Quand un régiment est en opération en Côte d'Ivoire, il a une revue de presse locale tous les matins qui va influencer sur ses décisions opérationnelles. Ici, à part Radio Surobi et ce qui se dit à Kaboul, il n'y a rien. Aziz m'aide beaucoup aussi. Quand les chefs veulent prendre langue avec un notable encore méconnu, je lui pose des questions. Mais ne va pas t'imaginer qu'il trahit la personne en question, il me dit juste à qui on aura à faire, me renseigne sur son pedigree. C'est dans l'intérêt de tout le monde. Il faut aussi que tu saches une chose, Radio Surobi a très largement contribué à créer un lien entre l'armée française et la population afghane, et surtout mieux la comprendre. Tu n'imagines pas à quel point, nous, les Français, étions habités par une représentation complètement biaisée des Afghans. J'exagère à peine en te disant que nous n'avions que *Les Cavaliers* de Kessel pour référence. Nous avions l'image classique dont on affuble la société pashtoune dans nos médias : tribale, féodale, pour ne pas dire arriérée et sanguinaire. Je crois que c'est une vision erronée. Un jour que l'émetteur était en panne, j'ai mis Aziz et Nasser en congé le temps de la réparation. Je leur ai demandé d'aller enquêter en ville sur la façon dont les Afghans nous percevaient. Avant même leur enquête, j'avais déjà un premier indicateur : Aziz et Nasser. Aux débuts de Radio Surobi, par exemple, le père de Nasser, qui est un *malek* influent, devait répondre aux reproches qui lui étaient faits pour avoir accepté que son fils travaille à nos côtés. À présent, il est appelé à informer ses pairs sur nos intentions et à renseigner ses administrés sur notre façon de vivre. La population est extrêmement attachée à Radio Surobi. Crois-moi ou non, les Afghans nous aiment bien. Depuis peu de temps, les habitants de Surobi abreuvent Aziz et Nasser de questions sur nous. Ils réalisent que de grandes différences existent entre les Occidentaux. La population s'est d'abord étonnée que notre présence ne s'inscrive dans aucune référence de leur passé. Nous ne portons pas atteinte à leur religion, nous ne voulons pas leur terre, c'est-à-dire que nous n'envahissons pas comme les Anglais le firent, nous ne cherchons pas à les contraindre par la force comme les Russes en leur temps et nous n'avons pas d'intentions impérialistes. Au contraire des Américains, nous avons peu de moyens, et donc nous n'imposons rien. »

Etrange consigne

« Le général Chavancy, père du rugbyman et commandant la Task Force Lafayette, nous a rendu visite lui aussi. Il connaissait déjà la radio pour l'avoir découverte à son arrivée sur le théâtre sous le mandat du REP. Une chance, c'était un officier de Légion, ancien du 2^e REI, « mon » régiment. La notion de fidélité est une valeur bien ancrée dans la Légion. Sur le perron de la radio, il me dit : – Beau travail, Krafft ! Faites en sorte de faire rayonner Radio Surobi dans la presse française.

J'allais lui dire que ce n'était pas l'avis du bureau presse de l'armée française à Kaboul, mais il était déjà parti. Ces derniers ont reçu l'ordre, dont l'origine m'est inconnue, de ne pas communiquer sur Radio Surobi. Une consœur de la télévision qui voulait venir nous filmer en a fait les frais. Je ne sais plus à quel saint me vouer, on dirait que la hiérarchie est divisée à notre sujet. J'ai quand même pu



L'équipe de radio Surobi sur le perron du bunker

glisser au général que j'avais un projet de documentaire pour France Culture ; ça l'a ravi. »

Conclusion de l'Epilogue

« À son départ, l'armée française a quand même négocié un accord avec l'ambassade de France qui finance son exercice 2013 par le biais de l'agence ACBAR qui coordonne les actions de près d'une centaine d'ONG en Afghanistan. Depuis peu, elle a été intégrée au réseau de la radio Salam Watandara, équivalent afghan de Radio Okapi en RDC, à l'initiative d'Internews, la très sérieuse agence américaine d'aide aux médias. C'est une bonne nouvelle, mais Radio Surobi n'est pas pour autant à l'abri financièrement. Les fonds pour assurer son fonctionnement en 2014 sont encore à trouver.

Il me semble que l'expérience de Radio Surobi est à l'image de la manière dont les troupes françaises ont quitté l'Afghanistan. Une tentative louable, pleine d'espoir, mais dans les faits, un énorme gâchis. Radio Surobi aurait pu être un beau témoignage de la présence française dans cette région perdue à l'est de Kaboul, tout en devenant un des échos de l'Afghanistan de demain. »



DOSSIER

«ILS VEULENT TOUS DES IMAGES DE COMBAT»

PAR AMAURY DE ROCHEGONDE, RÉDACTEUR EN CHEF-ADJOINT DE STRATÉGIES*

En mars 2013, Amaury de Rochegonde, a interviewé le colonel Thierry Burkhard - Promotion «Cadets de la France Libre» (1985-88), porte-parole de l'état-major des armées à l'époque, sur la question de la communication militaire autour de l'opération Serval. Nous reproduisons ses réponses publiées dans la revue.

13/03/2013 - Le colonel Thierry Burkhard, porte-parole de l'état-major des armées, estime que les médias «ont cherché à faire des images qui n'existaient pas». Que répondez-vous aux accusations de «Grande Muette» et de verrouillage de l'information ?

Thierry Burkhard. Nous gérons la communication opérationnelle. Elle a pour impératif qu'aucune information ne puisse nuire au succès des opérations et, in fine, à la sécurité des soldats français. C'est une responsabilité assez lourde que la «secops», autrement dit la sécurité des opérations. Les ordres sont diffusés sur un réseau confidentiel, nous prenons des mesures pour que l'adversaire ne puisse pas s'apercevoir de notre stratégie. Il s'agit également de faire en sorte que l'ennemi ne comprenne pas ce qu'il va se passer à cause de ce que pourrait dire un média. Dans la conquête de la vallée de l'Amettetaï, dans le Nord du Mali, où il y avait les Français au sud et les Tchadiens à l'est, ce qui a fait basculer la bataille, c'est d'avoir avancé en secret un troisième pion qui est arrivé par le Nord, s'est infiltré à pied, a tronçonné le dispositif ennemi et provoqué la panique. Si un média avait donné cette information, cela aurait pu faire capoter la manœuvre. Les journalistes ne sont pas malintentionnés, mais ils ne se rendent pas toujours compte de ce qu'il transmettent vers l'extérieur.



Le colonel Thierry Burkhard

L'information est-elle une réelle menace ? De quelle manière peut-elle profiter aux djihadistes ?

T.B. Une information qui n'aura pas beaucoup de conséquences pour un citoyen normal en aura pour un ennemi, qui a une capacité d'analyse supérieure et qui peut en bénéficier. N'oublions pas que ces gens-là s'informent par Internet et les médias. Ce sont leurs moyens de renseignement. Lorsque nous avons regroupé une dizaine d'avions à Abidjan, un passage satellite aurait montré à un pays du pacte de Varsovie qu'il se passait quelque chose. Eux ne peuvent pas profiter de ces moyens. Mais un journaliste qui filme à Ségou et dit qu'il vient de voir passer 30 véhicules de l'avant blindé (VAB), cela se traduit en termes militaires par «nature, volume attitude» et c'est comme cela qu'on fait un compte rendu de renseignement.

Mais il faut bien informer la population française !

T.B. C'est mon deuxième impératif. Une opinion publique qui ne comprend pas ce qu'on fait ne peut pas soutenir l'opération. Elle peut même se laisser manipuler par une communication adverse. Il faut donc faire en sorte que la manœuvre ne soit pas traduisible par l'adversaire. Sur une ligne Bamako-Ségou, il y a deux axes d'attaque possibles: Gao ou Tombouctou. Si le journaliste se poste à 5 km avant Ségou et annonce que la colonne VAB va en direction de Ségou plutôt que vers Tombouctou, est-ce que cela change quelque chose, même si c'est moins précis? C'est ce que nous devons faire comprendre aux journalistes. Certains mentionnent d'ailleurs clairement que l'armée leur a demandé de ne pas dire où ils étaient.

On a parlé au début de l'intervention d'une guerre sans images. Est-ce justifié ?

T.B. Quand 150 journalistes débarquent à Bamako, je n'ai aucune possibilité de tous les satisfaire : ils veulent tous être dans le VAB de tête, et si possible tout seul, sans autre journaliste. Mais quand je mets un journaliste, j'enlève un soldat ! D'autant qu'ils veulent tous des images de combat et que, jusqu'à ce qu'il se mette dans la vallée l'Amettetaï, l'ennemi a refusé le combat. Les médias ont donc cherché à faire des images qui n'existaient pas ou à voir des combats qui n'ont pas réellement eu lieu. Ils en ont déduit qu'on leur cachait les combats.

Comment sélectionnez-vous les images que vous fournissez aux médias ?

T.B. La majeure partie des images de l'Amettetaï, c'est nous qui les avons fournies. Je choisis les plus fortes car c'est ce que les médias attendent et je garde certaines d'entre elles, comme la remise en forme après le combat, pour les archives. Au nom de la dignité et vis-à-vis des familles, nous ne montrerons pas d'images de soldats blessés ou tués, et ce des deux côtés. Quand il y a un accident de la route, on ne va pas filmer les cadavres dans les voitures ! Je m'appuie aussi sur les services de santé, qui estiment que la médiatisation d'un blessé ne l'aide pas à guérir.

Avez-vous empêché des journalistes de se rendre sur les zones de combat ?

T.B. Non, l'armée française n'a aucun moyen de bloquer un média. Tout journaliste peut aller voir Aqmi dans l'Amettetaï s'il le veut. Au nom de la liberté de la presse, je ne peux l'en empêcher. Je constate qu'il n'y en a pas un seul qui a voulu y aller. Lorsque les Maliens ont bloqué l'accès à des journalistes, nous leur avons glissé le conseil de les laisser passer, car un journaliste qui ne voit pas racontera forcément des mauvaises choses.



DU GÉNÉRAL AU PARTICULIER ET SANS JEU DE MOTS !

PAR MADAME NATHALIE GUIBERT, JOURNALISTE AU MONDE

J'ai déjà évoqué devant des gradés qui m'interrogeaient sur les relations médias/armée la surprise qui a été la mienne quand j'ai pris le poste de correspondant défense au journal Le Monde. Des militaires m'ont dit alors : « bienvenue dans la communauté de défense ! » Ces mots d'accueil étaient sincères et chaleureux, comme la plupart de ceux qui m'ont accompagnée depuis lors de mes rencontres avec les soldats, qu'ils soient gradés ou non ; je dois d'abord, en remercier tous leurs auteurs.

Mais je me suis interrogée. Quand j'ai pris la rubrique justice, ni les avocats ni les juges ne m'ont dit : « bienvenue dans la communauté judiciaire ». Fallait-il que j'améliore encore ma ponctualité légendaire ? Devais-je réviser le manuel de chants de la Légion avant tout contact ? Avais-je raté l'octroi d'un grade collé au dos de beaucoup dans la presse défense (certains des journalistes de défense, profession très masculine, sont colonels de réserve, une posture à la limite du conflit d'intérêt à mon sens) ?

Voici plusieurs années que je traite de l'information de défense ; je suis auditrice de l'IHEDN, j'ai des copains dans l'institution, ceux du journal m'appellent « la colonelle ». Mais je pense comme au premier jour. La défense nationale est une affaire sérieuse, entre toutes, l'exercice du métier de journaliste, aussi. Chacun a sa place. La confusion des rôles affaiblit tout le monde.

Je suis journaliste. Mes « gestes » professionnels n'ont aucune raison de différer de l'époque où je traitais de l'éducation ou de la justice, les postes que j'ai occupés précédemment au Monde.

En bref, la curiosité du journaliste doit le mener partout où c'est possible et nécessaire ; il doit vérifier toute information reçue d'où qu'elle vienne (manipulateurs de tous les pays, vous êtes très unis) ; ses articles doivent respecter la vie privée des personnes. Il doit, toujours, avoir une obsession, celle de protéger ses sources. Nombreux sont ceux qui veulent les connaître y compris par des moyens illégaux : des juges, des policiers, des services de renseignement, tous les pouvoirs. De ce point de vue, le poste « défense » n'a changé qu'une chose : il a accru ma paranoïa.

Les militaires ont souvent du mal à comprendre que l'information n'est pas la communication. Le droit à une information « de qualité, complète, libre, indépendante, et pluraliste » figure dans la Constitution française et implique une responsabilité citoyenne. J'aime la formule de la Cour européenne des droits de l'homme qui nous qualifie de « chiens de garde de la démocratie », elle honore la profession autant qu'elle la lesté de ses responsabilités.

La communication n'est ni un droit ni un principe démocratique. C'est un vulgaire outil, qu'il soit utilisé par des gens très bien et très professionnels ne change rien au fond.

Hubert Beuve-Méry le fondateur du Monde, avait une formule qui me sert de guide : « nous ne sommes là ni pour vous porter tort, ni pour vous faire plaisir. Nous sommes là pour porter la plume dans la plaie ».

La formule de « Beuve » implique une distance, un équilibre. Elle en recouvre une autre, qui relève moins d'une conceptualisation du métier que de l'atavisme de la presse : on ne parle généralement pas « des trains qui arrivent à l'heure », car ce n'est pas cela qui intéresse les gens, ou marginalement, quand c'est leur fils qui conduit. Nos colonnes évoquent plus souvent les convois qui déraillent. Les mots de Beuve-Méry signifient aussi que la profession porte une exigence.

Je pense utile de citer ici la charte en vigueur dans la profession depuis 1918. Elle dit qu'un « journaliste digne de ce nom » :

- Respecte la dignité des personnes et la présomption d'innocence ;
- Tient l'esprit critique, la véracité, l'exactitude, l'intégrité, l'équité, l'impartialité, pour les piliers de l'action journalistique ; tient l'accusation sans preuve, l'intention de nuire, l'altération des documents, la déformation des faits, le détournement d'images, le mensonge, la manipulation, la censure et l'autocensure, la non-vérification des faits, pour les plus graves dérives professionnelles ;
- Exerce la plus grande vigilance avant de diffuser des informations d'où qu'elles viennent ;
- Dispose d'un droit de suite, qui est aussi un devoir, sur les informations qu'il diffuse et fait en sorte de rectifier rapidement toute information diffusée qui se révélerait inexacte ;
- N'accepte en matière de déontologie et d'honneur professionnel que la juridiction de ses pairs ; répond devant la justice des délits prévus par la loi ;
- Défend la liberté d'expression, d'opinion, de l'information, du commentaire et de la critique ;
- Proscrit tout moyen déloyal et vénal pour obtenir une information. Dans le cas où sa sécurité, celle de ses sources ou la gravité des faits l'obligent à taire sa qualité de journaliste, il prévient sa hiérarchie et en donne dès que possible explication au public ;
- Ne touche pas d'argent dans un service public, une institution ou une entreprise privée où sa qualité de journaliste, ses influences, ses relations seraient susceptibles d'être exploitées ;
- Refuse et combat, comme contraire à son éthique professionnelle, toute confusion entre journalisme et communication ;
- Garde le secret professionnel et protège les sources de ses informations ;
- Ne confond pas son rôle avec celui du policier ou du juge.

DOSSIER

Le Monde s'est doté de sa propre charte. Quelques extraits :

« Les articles doivent être solidement argumentés. Ils doivent éviter, d'une manière générale, la polémique, le sarcasme, les attaques personnelles. Ils doivent se garder d'un ton péremptoire ou donneur de leçons et conserver un style journalistique, c'est-à-dire distinct de celui des experts - économistes, politiques, diplomates, hauts fonctionnaires, etc. - qui sont souvent à la source des informations. »

Le texte rappelle nos valeurs :

« *Le Monde* défend les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité qu'affiche la devise de la République française. Il met au premier plan de ses engagements le combat pour la justice et la solidarité, le refus du racisme et de l'exclusion. Il choisit le parti de l'ouverture et de la coopération internationale, contre celui du nationalisme et du repli. »

Voilà pour le général. A l'heure des réseaux sociaux, où tout le monde se prétend journaliste, ce n'est pas faire un détour que d'évoquer ces questions de fond. Dirigeons-nous vers le particulier.

« Nous ne sommes là ni pour vous porter tort, ni pour vous faire plaisir. Nous sommes là pour porter la plume dans la plaie. »

Depuis Gallieni, qui abhorrait « tous ces journalistes qui veulent tartiner sur les opérations », l'armée tente avec un professionnalisme croissant d'orienter notre travail. Cela provoque d'inévitables crispations.

Pêle-mêle, en voici des exemples.

Sur le terrain, il m'est arrivé de trouver des unités complètement stressées par l'EMA com qui avait préparé mon « embedment »⁽¹⁾ depuis des semaines. Les militaires ne voyaient plus la venue d'un journaliste comme une chose normale ; cela était une épreuve collective. Les « éléments de langage » modernes sont une plaie. Nous les décodons, avec agacement : il est toujours désagréable d'être pris pour un imbécile. Ils entament donc notre confiance dans l'institution autant qu'ils nous font perdre notre temps, à nous comme aux soldats que nous venons voir exercer leur mission. Car la réalité jaillit toujours.

Une fois, j'ai appris après coup que certains soldats dont j'avais rapporté le témoignage, malgré nos précautions pour préserver leur anonymat, avaient été menacés par leur hiérarchie. Ces gens m'avaient dit leur loyauté envers leur institution.

L'intervention au Mali laissera des souvenirs amers à la presse écrite. L'accès aux troupes a été verrouillé au tout début des opérations, rien que de très normal pour un premier temps, pouvait-on penser. Jusqu'à ce que tous - y compris *Le Monde* - se rendent compte que le choix était de privilégier les télévisions. En dépit des dénégations de la communication de l'état-major, seule l'image a compté (au point que des commandos du COS se sont trouvés à visage



découvert sur certaines). Ce fut sûrement réussi du point de vue des communicants. Plus tard, l'EMA a accepté notre journaliste dans les Ifoghas parmi les premiers « embed » dans la région. Merci, le reportage fut à l'image des soldats qui ont mené l'offensive dans la vallée d'Amettetai, magnifique. Mais cela n'effacera pas la mauvaise impression du départ.

A Paris, pour finir, l'exercice hebdomadaire du point presse relève de l'ère soviétique. Régulièrement, la défense refuse de confirmer des évidences ou de donner des informations déjà largement diffusées en source ouverte. L'énergie dépensée par la communication de l'EMA et du cabinet pour préparer ce rituel sans intérêt me paraît disproportionnée.

La protection des opérations en cours impose du secret et des précautions. Des vies sont en jeu. La réussite de ce qui est entrepris, aussi. Aucun débat là-dessus. Vous savez qu'il en va de la même manière quand la police lance un coup de filet anti-mafia : la presse sait quand elle va avoir lieu ; elle n'en dit mot avant qu'elle soit réalisée. Je ne suis pas dupe de ce qu'on me propose. Je prends tout ce que l'« EMA com » veut bien me donner ! Car notre métier procède, aussi d'un intérêt bien compris. Nous sommes dans une négociation permanente avec nos sources : quand donne-t-on l'information ? Que donne-t-on ? Nous exigeons toujours plus que ce que les institutions veulent donner, c'est notre rôle. Mais la confiance se bâtit dans la discussion. En matière de défense le « off » a un sens.

Dans les relations avec les armées, il y a enfin les relations personnelles. De bas en haut, je rencontre des soldats formidables, des personnalités attachantes. Pour revenir au général, vous ne saurez rien de particulier sur ce sujet.



(1) Etat d'un journaliste embarqué sur le terrain avec les troupes combattantes.

DU KOSOVO AU MALI, UN JOURNALISTE FACE AU CHEF MILITAIRE

PAR LAURENT LARCHER, JOURNALISTE DU QUOTIDIEN LA CROIX



Si la réserve et la suspicion marquent les relations entre journalistes et chefs militaires, elles ne sont pourtant pas inéluctables. Du Kosovo en 1999 au Mali en 2013, le journaliste Laurent Larcher (aujourd'hui responsable de la zone Afrique au quotidien La Croix), en témoigne.

Méfiance, suspicion et crainte d'être instrumentalisé : journaliste et chef militaire ne se font pas, d'emblée, une confiance aveugle. Chacun est avec l'autre, habituellement et intérieurement, dans une réserve et une distance de même nature, pour de bonnes et de mauvaises raisons. Si cette défiance est un réflexe professionnel - un bon réflexe - et reste le cadre dans lequel se joue la rencontre entre ces deux mondes, elle n'est pourtant pas le tout de cette relation. Selon les contextes, la qualité des missions et du média, les contraintes qui pèsent sur chacun (souvent minorées, parfois ignorées par l'autre), le caractère et l'histoire des personnes... la relation n'est pas monochrome. En voici quatre exemples, personnels.

Kosovo, août 1999. Mitrovica est en ébullition. Presque tous les jours, des manifestants albanophones s'en prennent aux soldats de la Kfor déployés sur le pont principal traversant l'Ibar, qui symboliquement divise la zone nord (serbe) de la zone sud (albanophone). C'est le temps où des albanophones prennent leur revanche sur les Serbes, où l'UCK étend son pouvoir. L'atmosphère est électrique. Envoyé spécial d'un hebdomadaire catholique, je passe une dizaine de jours parmi les Français positionnés à Mitrovica : Marsouins, soldats de la brigade Leclerc, gendarmes et légionnaires. L'hebdomadaire pour lequel je travaille me semble jugé, par les chefs rencontrés, inoffensif ; et comme le bain médiatique est alors sensiblement favorable à cet engagement, je ne sens pas de méfiance à mon égard. On ne cherche pas à me « vendre » la mission. Les principaux chefs sont accaparés par leur tâche. Certains sont visiblement contents de m'accueillir et de se lancer dans de longues discussions. Dans ce cas-là, les échanges me semblent libres, peu formatés par un discours préparé.

Octobre 2000, camp de la Finul au Sud Liban. La tension est palpable, parfois aiguë. En mai, Tsahal s'est retiré de la région. Le Hezbollah occupe l'espace libéré et fait régner son ordre. En septembre, une nouvelle Intifada est lancée par les Palestiniens. De nombreux accrochages ont lieu à la frontière israélo-libanaise. 250 Français sont engagés dans le Sud Liban. Envoyé par le même hebdomadaire catholique, je suis autorisé à y passer une semaine. Je rencontre aussitôt le plus haut gradé français. Nous dînons ensemble. Le fait d'avoir été sur de nombreuses zones de guerre, de travailler pour un média catholique, de retrouver un « padre » rencontré à Mitrovica, crée un climat favorable à un échange sans faux-fuyants. Cependant, ma présence n'est pas du goût de la hiérarchie onusienne -c'est un trait que je vais retrouver en Côte d'Ivoire (Toulepleu) ou en RD Congo (Nord Kivu)-. On me le fait comprendre. Je file dans le nord du Liban avec trois cadres pour une « welfare » de 72 heures. L'occasion d'établir des liens entre nous. De retour au camp, je peux

suivre plusieurs missions, sentir ce qui est en train de se jouer dans la région, saisir les limites de la mission onusienne et percevoir les tensions entre les Français et les autres nations qui composent la Finul.

Janvier 2013, Mali. Cette fois, je suis un envoyé spécial de La Croix. C'est mon quatrième séjour au Mali. Avec l'armée française, c'est la grande pagaille. La règle donnée à Paris n'est pas la même sur le terrain. A Bamako, les officiers de presse ne sont pas accessibles. Impossible d'obtenir correctement les bonnes informations. La presse nationale et internationale est excédée. Visiblement, quelques médias sont privilégiés, en premier lieu la télévision. Avec des collègues de l'AFP et de l'Express, nous nous lançons sur les traces du bataillon parti libérer Tombouctou. Bloqués par les Maliens à Diabali, les responsables de la communication de l'armée française sont injoignables. Enfin, nous passons : « à vos risques et périls ». Deux jours de voyage et un moteur cassé plus tard, nous arrivons à Tombouctou au moment où l'armée française ouvre la ville à la presse. Surprise, à l'aéroport, je tombe sur un officier et un padre de ma connaissance. Heureux de nous retrouver, j'ai les moyens de renouer une relation directe et simple avec les autorités militaires sur place (deux jours plus tard, elles me trouvent une place dans un Transall).

Avril 2013. Nouveau reportage au Mali. Cette fois, les relations avec l'armée sont faciles : j'avais pris soin de rencontrer le porte-parole de l'armée à Paris. L'organisation est efficace, les personnels disponibles : je suis plongé dans Serval, sans fard. Cela me rappelle le Kosovo. De la presse française, je suis le seul envoyé spécial (à la différence du mois de janvier), ce qui m'ouvre des portes. Et elles furent nombreuses et à bien des égards, exceptionnelles. Selon la nature du chef, je le sens plus ou moins à l'aise. Quelques-uns ne sont que dans la communication, d'autres, dans des relations ouvertes et cordiales.

Kfor, Finul, Serval... Embarqué, ma ligne de conduite a toujours été la même : partager simplement le quotidien et les risques du soldat, m'efforcer d'être le moins encombrant possible, montrer que je n'ai pas de comptes à régler avec l'armée, écouter le discours officiel mais ne jamais m'en contenter. Et face à moi, au fond, deux types de chefs. Le « politique » : il tend une carte postale et s'attend à ce qu'on la reprenne sans discuter. Nos relations n'ont guère de chance d'être vraiment franches et directes. D'ailleurs, ce n'est pas son souhait. Et l'« authentique » : c'est d'abord un soldat qui aime son métier et a envie de partager sa passion. S'il obéit toujours aux consignes venues d'en haut, il n'en est pas complètement l'otage. Avec lui, la rencontre est possible. Elle a souvent été belle et profonde.



DOSSIER

LIGNES DE DÉFENSE :
LA PQR ⁽¹⁾ INVESTIT LA BLOGOSPHERE DE DÉFENSE

PAR MONSIEUR PHILIPPE CHAPLEAU, JOURNALISTE DE OUEST FRANCE

Grand quotidien généraliste de la PQR, *Ouest-France* n'accorde pas une place spécifique et privilégiée aux questions de défense ; il n'existe pas, par exemple, de rubrique « Défense » dans le déroulé du journal, alors qu'il existe toujours une rubrique « Agriculture » et une rubrique « Marine ». Pourtant, l'actualité des armées et des entreprises liées à la Défense est traitée, quotidiennement, dans les pages générales (« Monde » ou « France ») et surtout dans les chroniques régionales et locales.

Le Grand-Ouest, avec sa façade atlantique, est une terre « militaire », en particulier avec une forte présence de l'infanterie de marine, avec de grandes écoles (à Brest, Coëtquidan, Rennes, Angers, Saumur) et avec trois bases navales (Lorient, Brest, Cherbourg). Seule l'armée de l'Air ne dispose pas d'emprises majeures dans la zone. Quant au tissu industriel, il reste varié et solide en dépit d'un contexte économique exigeant.

La vie de l'institution, des unités, des écoles et des entreprises de défense est donc loin d'être absente des colonnes d'*Ouest-France*.

La création du blog *Lignes de défense*, en novembre 2010, ne constituait donc pas en soi une rupture ou la marque d'une découverte tardive de l'intérêt à porter aux questions militaires ou à l'économie de défense. Il s'agissait, au contraire, de montrer qu'un grand titre de la PQR traite aussi de ces questions au quotidien et qu'il offre à ses lecteurs une information portant aussi bien sur la vie des garnisons de sa zone de diffusion que sur les opérations extérieures ou la contribution des entreprises à l'effort de défense nationale.

L'ouverture de ce blog permet ainsi de faire remonter sur un support plus large (le net), accessible à tous (gratuit), des sujets traités par les journalistes des rédactions détachées et publiés dans les chroniques régionales, départementales, voire micro-locales. Ces sujets qui ne trouvent pas leur place dans les pages générales (principalement à cause de leur pagination réduite) deviennent accessibles à un lectorat plus large.

L'ouverture de *Lignes de défense* répondait aussi à d'autres ambitions. *Lignes de défense*, comme les autres blogs de journalistes consacrés à la défense, cultive la réactivité, la crédibilité et la diversité. Mais il occupe une place, à certains égards, spécifique dans la blogosphère tricolore.

Il s'agissait, d'une part, de profiter d'un support multimédia (avec son immédiateté et sa capacité quasi-illimitée à accueillir des articles, rapports, photographies, vidéos, infographies...) pour diffuser des informations qui, par manque d'espace rédactionnel dans les pages du quotidien, restaient inaccessibles à un large public. Sans tomber dans l'ultra-spécialisation et sans se cantonner à des sujets « de niches », *Lignes de défense* entend relayer l'information institutionnelle (souvent jugée suspecte si elle n'est pas cautionnée par des sources extérieures) et la préciser, diffuser des informations pratiques (conférences, sorties d'ouvrages, colloques...),

donner un plus large écho à l'actualité militaire étrangère (opérationnelle ou non), témoigner de la vitalité de la réflexion sur les sujets de défense...

D'autre part, *Lignes de défense* se singularise par son suivi de l'actualité des prestataires de services militaires, du mercenariat et de l'externalisation en matière de défense. Un tel suivi est réalisé au quotidien, prolongeant les différents ouvrages que j'ai écrits sur ce sujet depuis 1998⁽²⁾ et voulant témoigner de l'importance du phénomène du recours au privé en matière de défense et de sécurité. Sans surprise, les posts consacrés à ce phénomène traitent, pour beaucoup, de son actualité anglo-saxonne mais ils témoignent aussi des pratiques françaises et des débats que suscitent les entreprises de services de sécurité et de défense (ESSD) ou les entreprises de soutien opérationnel aux armées (ESOA).

La création de ce blog a, par ailleurs, fait évoluer la perception qu'avaient les interlocuteurs institutionnels d'un grand titre de la PQR. Les interlocuteurs traditionnels (unités, entreprises, associations, chercheurs, éditeurs) de la rédaction savent que deux supports sont désormais à l'œuvre pour aborder les problématiques liées à la défense. Les autres interlocuteurs disposent, pour leur part, d'un canal de communication direct via le blog, son animateur bien identifié et les espaces « commentaires » ou « me contacter ». Désormais, la difficulté majeure n'est pas de dégager de l'espace rédactionnel dans un support papier pour y parler de défense mais de gérer le temps disponible pour répondre, sur un support aux capacités quasi-illimitées à l'ambition de variété, réactivité et crédibilité.

Lignes de défense s'inscrit, enfin, dans le projet rédactionnel d'*Ouest-France* mais son activité quotidienne et son lectorat en font un vecteur particulier, plus réactif que le quotidien, libéré des contraintes du format papier ou des heures de bouclage, s'adressant à un public géographiquement plus large, souvent (mais pas nécessairement) plus spécialisé, et à même d'entrer dans une relation directe et aisée avec le rédacteur du blog. La fréquentation du blog (avec des pointes à plus de 450 000 visites mensuelles lors de l'opération *Serval*) témoigne, par ailleurs, que la ligne choisie répond à des attentes et contribue efficacement à l'apport global de la blogosphère de défense française, blogosphère qui s'est enrichie depuis le lancement de *Lignes de défense* de deux autres blogs animés par des journalistes de la PQR.

(1) *Presse quotidienne régionale*

(2) Mercenaires SA (1998), Société militaires privées. Enquête sur les soldats sans armée (2005), Les Mercenaires. De l'Antiquité à nos jours (2006). Les nouveaux entrepreneurs de la guerre (2011).

DEFENSE ET ILLUSTRATION DE LA LANGUE DE BOIS

PAR LE COLONEL PATRICK CHANLIAU – PROMOTION « GÉNÉRAL LASALLE » (1979-81)

Actuellement affecté au Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations, le colonel Chanliou a servi au SIRPA Terre et à la DICOd, où il a notamment été chef du département médias d'août 2006 à mai 2009

À l'instar du discours politique, ou plutôt politicien, la communication institutionnelle est assez fréquemment qualifiée de « langue de bois ». La communication de la Défense n'échappe pas à ce reproche : pour ne citer qu'un exemple, rappelons-nous que le défunt mensuel *Terre information* était plus couramment désigné par son sobriquet, *Terre intox*, que par son titre officiel. Même si l'humour l'emporte ici sur l'objectivité, le trait reste significatif.

De façon plus actuelle, qui n'a pas entendu, sous une forme ou une autre, la phrase suivante : « *Heureusement qu'il y a le blog d'Untel pour s'informer. S'il fallait compter sur nos services de com'...* ». La communication officielle de la Défense s'apparenterait-elle donc à de la langue de bois ? N'y aurait-il rien à en attendre ?

L'Académie française définit ainsi la langue de bois : « *langage convenu, stéréotypé et sans franchise, commandé par une orthodoxie, notamment politique* ». Ancien « xyloglotte » institutionnel, je m'interroge et m'angoisse : aurais-je, en contribuant à préparer et diffuser les messages officiels, agi au mépris de la vérité, de l'impartialité, voire de l'éthique ? Examinons point par point les éléments de cette définition.

« Langage convenu, stéréotypé »

Pour avoir eu à maintes reprises, dans les domaines institutionnel ou opérationnel, à élaborer ce qu'il est convenu d'appeler des « éléments de langage », je ne saurais nier l'aspect préfabriqué du discours officiel. Les communicants s'en amusent d'ailleurs eux-mêmes, en construisant leurs argumentaires. En revanche, je ne vois à ce travail préparatoire que des avantages.

En effet, anticiper les questions des médias, c'est déjà se questionner soi-même, examiner la validité du projet que l'on défend, les failles qu'il pourrait présenter. Cet exercice d'autocritique me semble hautement profitable. Le seul regret que l'on puisse avoir à cet égard, c'est que les décideurs ne s'y adonnent pas toujours, laissant parfois au communicant, *a posteriori*, le soin de vendre l'invendable. L'association du communicant à l'élaboration de la décision, le plus en amont possible, me paraît donc particulièrement souhaitable.

En outre, si intelligent que l'on soit, on a parfois besoin d'être guidé. Les éléments de langage et argumentaires ont cela de positif, qu'ils permettent à tout responsable sollicité, à quelque niveau qu'il se situe, de répondre avec pertinence. Quand on ne dispose ni du temps, ni du recul, ni, parfois, des éléments d'information nécessaires, il est bien utile de recevoir ce soutien des services de communication, quitte à adapter le discours général aux réalités locales ou particulières. Enfin, nous y reviendrons, une institution se doit d'avoir une position claire et cohérente, ce que la détermination d'éléments de langage favorise.

Les médias eux-mêmes ne sont aucunement dupes de ce recours à un discours préfabriqué. Mais l'essentiel, c'est qu'il leur faut des réponses, des points de vue, des éléments concrets sur lesquels appuyer leur travail. À cet égard, la parole officielle, justement parce qu'elle est préparée, rend le propos plus pédagogique et plus aisément exploitable. Ce que le discours perd en spontanéité, il le gagne en précision et en structure. Aux journalistes, ensuite, d'en faire telle analyse ou tel commentaire, de reprendre ou non les données et arguments qui leur auront été présentés. C'est leur responsabilité et leur liberté.

« Langage sans franchise »

Le communicant officiel ment-il ? Confessons tout au plus qu'il arrive à la communication de la Défense de mentir par omission. Mais chacun conviendra qu'il est parfois nécessaire, et pas uniquement dans le domaine opérationnel, de conserver un certain degré de confidentialité. La transparence reste la règle ; pour autant, elle ne saurait aller jusqu'à la compromission.

Quant à mentir sciemment, cela est inconcevable, ne serait-ce que parce que nous devons la vérité à nos concitoyens, au nom desquels nous agissons. Cette vérité, nous la devons aussi, en interne, à nos subordonnés ou administrés. Par ailleurs, une communication qui ne serait pas fondée sur la franchise est vouée à l'échec. Un discours mensonger ou simplement lénifiant ne peut que révolter ou exaspérer ; nul n'en est dupe, si ce n'est celui qui, pour l'avoir tenu, y perd *in fine* sa crédibilité.

Vouloir dissimuler ou tromper relève en outre d'une naïveté d'enfant. Dans un monde hyper connecté où les témoins, les sources, les vecteurs d'information ne manquent guère, tout finit par se savoir ou se constater, pour la plus grande confusion du menteur et, ce qui est plus grave, au détriment de l'entité qu'il représente.

On sait, enfin, avec quelle circonspection il convient d'accueillir les informations et opinions dont la source ne peut être identifiée. En un temps où s'est banalisé l'usage de pseudonymes et de masques de toute nature, la communication officielle, pour sa part, avance à visage découvert. Obéissant à des règles légales, éthiques et déontologiques, elle a la vertu de la transparence et assume pleinement ses messages, ce qui en conforte la crédibilité.

DOSSIER



EMA-Armée de Terre/Opération Serval

« Langage commandé par une orthodoxie, notamment politique »

Agréons ces termes, *orthodoxie* et *politique*, dans leur sens étymologique. Récusons-les dans ce que leur acception peut avoir de sectaire. L'orthodoxie, c'est en effet la *voie droite*. Or, il est nécessaire à une institution de savoir et de faire savoir, de la façon la plus claire possible, où elle va et par quel chemin. La politique est, comme chacun sait, l'art de conduire les affaires de la Cité. La communication de la Défense y contribue manifestement, en exerçant au profit de nos concitoyens le devoir civique qu'a toute administration de rendre compte de son action.

Certes, le discours officiel peut s'avérer frustrant : tout le monde n'y retrouvera pas ses idées personnelles. Mais *tot capita, quot sensus* : au sein de l'institution cohabitent les opinions les plus diverses, dont il serait vain de vouloir faire la synthèse. *A contrario*, la position officielle du ministère doit être claire et une, justement parce qu'elle définit une politique. Nous autres militaires le savons bien : la décision d'état-major s'élabore dans la pluralité des opinions ; elle s'exécute dans l'unité du commandement.

Ce que d'aucuns qualifient de « ligne du parti » n'est donc que la nécessaire cohérence du discours. Sans cela, comment se faire comprendre, en interne comme en externe ? Comment susciter l'adhésion ?

Il y a lieu en revanche – mais y parvient-on toujours ? – de se garder de toute dérive politicienne. La crédibilité de la communication officielle tient aussi à sa capacité de conserver toute la neutralité que le citoyen est en droit d'attendre d'une institution telle que la Défense. En d'autres termes, ce n'est pas le ministre qu'il convient de mettre en valeur, mais bien le ministère.

« *Langage convenu, stéréotypé* » ? On ne saurait faire grief à l'institution d'organiser ses arguments, dans un souci de clarté et de pédagogie ; « *sans franchise* » ? Voilà bien le reproche le plus immérité que l'on pourrait adresser à la communication de la Défense ; « *commandé par une orthodoxie, notamment politique* » ? Que serait l'institution si elle n'était dotée d'une vision cohérente ? Que serait cette vision si l'on n'avait le souci de la faire connaître et comprendre ?

Si langue de bois il y a, ce bois reste donc de noble essence.



COMMUNIQUÉ

La Rédaction

Vos avis nous intéressent !

Vous pouvez adresser vos réactions par courrier.

Mais aussi réagir à un article par mail :

casoar@saint-cyr.org

AIDE-TOI, LE CIEL T'AIDERA...

PAR LE GÉNÉRAL D'ARMÉE MARCEL VALENTIN - PROMOTION « LIEUTENANT-COLONEL DRIANT » (1965-67)

Avril 2012 : un camarade de promotion me téléphone pour me dire que, dans l'émission de France Inter «Rendez-vous avec X » diffusée le samedi 14 avril de 13h20 à 14h, le narrateur a tenu des propos peu flatteurs à mon égard.

J'écoute donc sur internet l'enregistrement de cette émission consacrée au Kosovo ; j'entends affirmer en effet que, dans le cadre de l'arrestation éventuelle de criminels de guerre kosovars, la procureure du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Madame Carla Del Ponte, s'était heurtée, à partir de 2000, à un mur de la part du responsable de l'ONU, Monsieur Kouchner, et du chef de la KFOR, le général français Valentin, car « ils craignaient pour leur vie et celle des hommes de leurs missions ».

En fait, le réalisateur a effectué un amalgame de plusieurs extraits du livre écrit par Madame Del Ponte, « La traque, les criminels de guerre et moi » (pages 462 à 469). Or, d'une part je n'ai pas été en fonction au Kosovo en même temps que Monsieur Kouchner, d'autre part, dès ma première rencontre avec Madame Del Ponte en avril 2002, j'ai participé avec elle à la mise au point des modalités d'arrestation des criminels de guerre kosovars.

Fort de ces arguments, je contacte aussitôt le cabinet du ministre de la Défense pour connaître la conduite à tenir vis-à-vis de ce que je considère comme une pure désinformation et une atteinte à mon honneur. La période ne s'y prête guère car nous sommes à quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle... Cependant, l'on me conseille de demander au directeur de l'information de France Inter de rétablir la vérité dans le cadre d'un prochain « Rendez-vous avec X ». C'est ce que je lui écris dix jours après la diffusion de l'émission.

Début juin, n'obtenant aucune réponse de la part de France Inter et un nouveau gouvernement étant en place, je m'adresse alors au ministre de la Défense en fonction depuis un mois ; je lui demande d'agir à son niveau afin d'obtenir qu'aucune ambiguïté ne demeure sur la façon dont, après avoir été désigné par le gouvernement français, j'ai assumé les fonctions que la communauté internationale m'a confiées au Kosovo. S'en suit une série de courriels et de conversations téléphoniques avec les services juridiques du ministère qui me conseillent de relancer France Inter ; c'est ce que je fais début juillet. Sans plus de réponse, j'attends la fin de la trêve estivale pour demander à mon correspondant ce que le ministre a l'intention de faire. J'ai le sentiment que mon affaire fait l'objet de passes entre le cabinet et les services juridiques...

Début janvier 2013, après six mois de silence du ministre, je m'adresse directement au président de la République, chef des Armées, afin qu'il obtienne que cette désinformation fasse l'objet d'un démenti. Cette fois-ci, la réponse ne tarde pas ; quinze jours après, je reçois une lettre du Chef d'état-major particulier du Président. Il m'apprend qu'une action judiciaire aurait été possible si je l'avais souhaitée mais que les délais étaient largement dépassés tant pour une action pénale (3 mois) que pour une action civile (8 jours pour défaut de droit de réponse). Dont acte !

Mon intention n'est pas de mettre en doute le sérieux et la compétence des services juridiques du ministère ; je peux d'ailleurs témoigner de leur professionnalisme quand ils m'ont accompagné

dans le cadre des auditions effectuées par le TPIY à l'occasion de trois procès différents. Ce qui m'interpelle, c'est le fait que le ministre et son cabinet n'ont à aucun moment cherché à m'aider dans ce différend avec France Inter ; ils semblent avoir préféré laisser traîner ma demande d'une part pour me décourager, d'autre part pour éviter un affrontement avec un média national.

J'espère me tromper et je préfère croire qu'ils ont toujours à cœur d'appliquer le Statut général des militaires : « ...L'Etat est tenu de les (les militaires) protéger contre les menaces et attaques dont ils peuvent faire l'objet à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté... » (article L4123-10) !

Au-delà de toute polémique et sans m'attarder sur la désinvolture du ministère dont j'attends toujours une réponse officielle, je veux simplement faire profiter mes « jeunes » camarades en posture de commandement de cette malheureuse expérience et attirer ainsi leur attention sur l'intérêt de conserver précieusement des archives même confidentielles. En effet, le temps passant, les autorités politiques sont de moins en moins enclines à assumer l'héritage de leurs prédécesseurs surtout quand leurs rapports avec les médias pourraient en pâtir... Il nous faut donc être capables de nous défendre tout seuls en cas de besoin.

A bon entendeur, salut !



DOSSIER

LE SOLDAT ET LE JOURNALISTE :
RESPECT MUTUEL OU INCOMPRÉHENSION DÉFINITIVE ?

PAR LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE HENRI PONCET - PROMOTION « GÉNÉRAL GILLES » (1969-71)

Pierre Servent, dans son livre « La trahison des médias⁽¹⁾ » nous invitait à une immersion dans les eaux délétères de ce monde qui à la fois fascine le chef militaire, mais aussi l'inquiète. Certains, comme le général Bigeard, ont su habilement l'utiliser. D'autres l'ont soigneusement évité. D'autres enfin en ont souffert, lorsqu'ils n'y ont pas laissé leur carrière.

Le sujet « médias et armée » peut s'aborder par les prismes classiques de la communication opérationnelle, des opérations d'information ou des stratégies de manipulation.

Mais il peut être aussi étudié sur le plan de la relation humaine qui régit les rapports entre ces deux mondes.

Entre ces deux personnages, l'un, le chef militaire, qui décide et agit, l'autre, le journaliste, qui observe et commente, se noue cette relation complexe qui pose la question essentielle de la responsabilité.

Et pourtant, dans l'approche de ces deux métiers, celui des armes et celui de l'information, on pourrait trouver bien des points communs qui devraient rapprocher ceux qui les exercent dans un respect mutuel.

En premier lieu, on ne choisit pas ces métiers par hasard, mais par vocation, souvent en faisant au départ référence à certaines images d'Epinal qu'il faut malheureusement accepter de brûler au fil du vécu pour arriver à la plénitude de l'exercice du métier. Cette expérience du vécu est confrontée à la réalité de la nature humaine dans tout ce qu'elle peut avoir de noble, mais aussi dans ses aspects les plus sombres. Le correspondant de guerre, le journaliste qui couvre les conflits, puisque ce sont eux que le chef militaire est amené à rencontrer, rassemble bien souvent sur le plan humain les mêmes qualités que le soldat sur le terrain : rusticité, prise de risque, détermination, lucidité dans les analyses, mise à distance des événements, rencontre avec la mort. Chaque année, plusieurs d'entre eux se retrouvent pris en otage ou payent de leur vie leur engagement et leur conscience professionnelle. Il est alors normal que se nouent, dans ces situations, des relations privilégiées que l'on voudrait de confiance.

En second lieu, on peut penser que les approches éthiques des deux métiers devraient contribuer aussi à rapprocher les deux mondes. La charte d'éthique professionnelle des journalistes (mars 2011) a un petit air de code du soldat ou de règlement des droits et devoirs du militaire, sauf qu'elle traite de l'exercice du métier de journaliste dans sa seule dimension d'information et non de communication, ambiguïté que le chef militaire a souvent du mal à appréhender. Pour en rester à l'éthique, l'un comme l'autre sont en permanence à la recherche d'une cohabitation entre l'éthique de conviction teintée d'un certain dogmatisme, qui privilégie avant tout les certitudes morales, et l'éthique de responsabilité qui choisit le bien-agir en fonction des situations ou « éthique des vérités singulières » pour reprendre l'expression du philosophe Alain Badiou.

Ce pluralisme de l'éthique devrait également favoriser la compréhension mutuelle entre les deux mondes.

Malheureusement, après ces quelques lignes, qui pourraient donner lieu à l'élaboration d'un petit précis de respect mutuel, surgissent, plus nombreuses, les incompréhensions irréductibles dues trop souvent au « logiciel rigoureux » du militaire face au monde agité et incontrôlable des médias, finalement à la part de responsabilité que l'un attribue à l'autre sur la grande scène de l'événement.

Avant toute autre considération, le chef militaire ne doit jamais perdre de vue qu'un média, quel qu'il soit, est avant tout une entreprise qui doit générer du profit par la diffusion d'images, de son ou de papier. Diffusion et audimat sont le quotidien des patrons de presse pour survivre, surtout dans un pays où leur situation financière est fragile. La sur réaction médiatique à un événement est donc souvent la règle, orchestrée essentiellement par les chaînes d'information continue qui, pour remplir l'antenne, doivent s'auto alimenter autour d'un événement, en faisant appel à de pseudo-experts ou à des témoignages dits spontanés, le tout légitimé par des images qui passent en boucle. Sans oublier internet et les réseaux sociaux qui abondent alors en affirmations, vérités toutes faites et jugements péremptoirs. Ce sont ces vecteurs qui donnent le tempo.

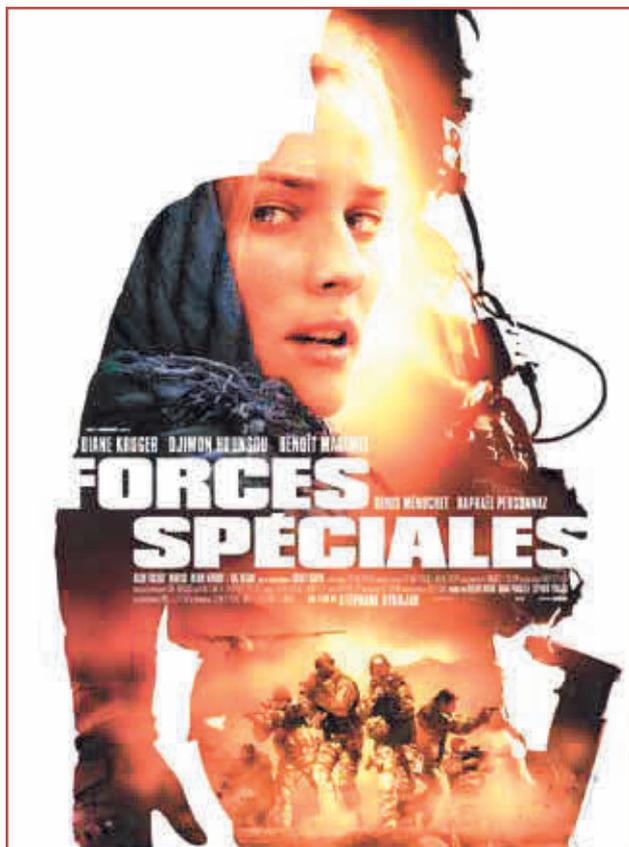
**C'est finalement une relation sans illusion
et décomplexée que le chef militaire
doit établir avec le journaliste.**

Tout cela ne peut qu'irriter le chef en situation de responsabilité, mis sur le devant de la scène et souvent tenu de s'exprimer à travers des éléments de langage qui lui sont dictés ou de laisser sa hiérarchie communiquer à sa place. Mais il doit comprendre et admettre cet impératif économique qui dicte la vie d'un média.

Plus difficile à accepter par l'un et par l'autre est la relation au temps. Le temps médiatique n'est pas le temps opérationnel. L'un compte en heures et au mieux en jours, l'autre s'inscrit dans la durée, en semaines, voire en mois. Le travail d'un journaliste est éphémère, un événement chassant l'autre. Il peut, certes, provoquer des suites à un événement, le faire vivre pendant un temps, avant de passer à autre chose pour ne pas lasser sa rédaction et son public. Parfois, il peut provoquer des dégâts collatéraux, mais il laissera gérer à d'autres les conséquences.

(1) Pierre Servent. *La trahison des médias*. Bourrin Editeur. 2007.

En effet, un élément important pour nos sociétés modernes, c'est l'exigence de résultats rapides et l'incapacité à s'inscrire dans le long terme en raison de la pression des opinions publiques. Cette course contre le temps, tout chef le sait, impose initiative et prise de risque. Notre société est pressée, impatiente dans un monde rétréci où le développement des moyens de communication et d'information transforme un souci en problème qui doit être immédiatement résolu. En opération, il faut pouvoir échanger du temps dont on ne dispose pas contre du risque que l'on ne veut pas prendre. Mais l'univers occidental ordonné, informatisé, minuté, bureaucratisé ne supporte pas très longtemps des situations qui s'éternisent et qui ne semblent pas parfaitement maîtrisées. Alors, le militaire, et au-dessus de lui le politique sont tentés par le contrôle de l'information et du journaliste.



Lors de la deuxième guerre du Golfe, l'armée américaine a inséré dans les unités la majorité des journalistes (« *embedded* ») en contrepartie d'être aux premières loges. Le résultat a été pour le moins frustrant, car il s'est avéré une mise sous tutelle. Lors de la guerre du Liban en 2006, l'aura de Tsahal a été sérieusement écornée par les images ou reportages faits pas les « *embedded* » montrant le peu de motivation des soldats et certaines faiblesses. Par réaction, en 2008, les Israéliens ont interdit Gaza à la presse internationale tout au long de l'opération, les seules images disponibles étant fournies par... Al Jazeera, unique chaîne présente dans la bande. Plus récemment, au Mali, la presse s'est plainte de ne disposer que d'images fournies par le ministère de la Défense. Cette application du « *command and control* » dans les trois cas a été possible en raison des particularités des théâtres, mais on peut comprendre la frustration des journalistes qui ont besoin d'une mise en scène pour étayer leurs

propos (images) ou leurs écrits (photos) comme l'illustre le slogan de Paris Match : « Le poids des mots, le choc des photos ».

C'est finalement une relation sans illusion et décomplexée que le chef militaire doit établir avec le journaliste.

Dans la majorité des situations, le chef militaire devrait accepter de renoncer à se porter garant de la sécurité des correspondants de presse et penser qu'il pourra contrôler leurs discours sur le terrain. Un bon journaliste n'acceptera pas d'être « inséré ». Il courra partout, cherchera, investira. Il questionnera le chef militaire auquel on a enseigné l'art de la communication médiatique, mais qui se fera violence pour expliquer combien son action est planifiée, légitime et inscrite dans un processus raisonné alors que souvent il pourrait la résumer de manière plus triviale.

Dans l'exercice de son métier, le journaliste va croiser des hommes qu'il ne connaît pas, dont il ignore tout, mais qu'il va mettre au cœur de l'actualité, qu'il va rendre « célèbres » pendant quelques heures, quelques jours, avant de les laisser retomber dans l'anonymat. Il est dans son rôle. Il écoute, il observe, il relate l'évènement tout en affirmant qu'il y est étranger. Ce qui, convenons-en, est inexact, car, en étant témoin de l'évènement, il y participe. Ainsi, un reporter photographe devient même contre son gré un acteur, voire un incitateur par sa seule présence, parce que son appareil photographique est une arme de communication, la photo prise pouvant jouer le rôle du battement d'ailes du papillon.

Comment concilier alors ces deux mondes, si ce n'est en allant voir ce qui se tient à l'intérieur des costumes ou des uniformes, sans a priori, pour mieux comprendre l'autre et ses modes de fonctionnement. Au bilan, le rapport à établir entre les deux parties s'apparente à une négociation permanente au cœur de laquelle se trouve ce fameux facteur temps dont la différence d'appréciation est souvent à la base du conflit de fonctionnement entre les deux mondes.

Au chef militaire de ne pas loger tous les journalistes à la même enseigne ; au journaliste de comprendre que les impératifs opérationnels sont souvent incompatibles avec le sensationnel ou l'immédiat. Au second, de cesser d'utiliser à tout bout de champ l'expression désuète et injustifiée « la grande muette », au premier de se rappeler que la pratique excessive de la langue de bois et la récitation d'éléments de langage caricaturaux peuvent finir par irriter. Alors, on peut espérer que, dans un souci de compréhension mutuelle, l'un et l'autre sauront s'apprécier et se côtoyer, car chacun a besoin de l'autre.



DOSSIER

LA GUERRE DES IMAGES

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL MICHEL KLEN - PROMOTION « MARÉCHAL JUIN » (1966-68),

AUTEUR DU LIVRE « LES RAVAGES DE LA DÉSINFORMATION » (ÉDITIONS FAVRE)

Des armes de destruction massive

La guerre de l'information s'est imposée comme un phénomène de société avec l'instauration d'une mondialisation débridée. Cette nouvelle donne a pour toile de fond la recherche permanente de l'émotionnel, un paramètre implacable qui a été très bien assimilé par les faiseurs d'opinion.

Dans ce théâtre planétaire, les images sont devenues les supports les plus efficaces de la communication contemporaine. Leur extraordinaire pouvoir affectif procure une plus-value incontestable à l'information en flux continu qui submerge notre civilisation depuis la prolifération des technologies modernes. Cet habillage enfiévré, indispensable pour mieux vendre et mieux faire passer un message, peut toutefois constituer une source d'altération d'un fait. Les manœuvres artificieuses d'exploitation des images et les techniques de plus en plus performantes qui bouleversent, apitoient ou excitent les lecteurs, les téléspectateurs ou les internautes, s'apparentent ainsi à des armes redoutables pour orienter les jugements : des armes de destruction massives à l'encontre des esprits déroutés. La guerre des images qui caractérise notre ère hyper-médiatisée est amplement facilitée par l'exigence universelle de la sacro-sainte liberté d'expression. Dans ce grand bal de la comédie humaine, la maîtrise de cette forme de communication reste un atout majeur pour tous les gouvernants, chefs d'entreprise, état-majors et promoteurs d'événements qui doivent s'efforcer, d'un côté de forger une mise en scène séduisante pour mieux « écouler » un produit ou présenter une initiative, de l'autre contrôler certaines embaardées médiatiques aux conséquences parfois dévastatrices..

Confucius a toujours raison

« Une image vaut mille mots » affirmait Confucius. Cette maxime du grand philosophe chinois énoncée il y a vingt-cinq siècles reste d'actualité. De tous temps, l'image s'est révélée être un outil efficace de la propagande. Pour construire son mythe et donc affirmer son pouvoir, Napoléon a fait un usage habile de cette forme de communication par le biais de grands peintres. Durant la campagne d'Italie, alors qu'il n'était encore que le général Bonaparte, il bâtit sa réputation de chef de guerre en se faisant représenter dans les *bulletins de l'armée d'Italie* par un croquis qui est demeuré gravé dans le marbre de la postérité : le célèbre vainqueur de la bataille d'Arcole franchissant le pont en tenant un drapeau à la main. L'image retouchée était ainsi beaucoup plus glorieuse que la réalité : Bonaparte avait failli périr noyé dans les marécages ! Cette mésaventure a finalement été gommée par un artifice du peintre Gros qui a supprimé la zone bourbeuse et inventé la digression du drapeau, faisant entrer le jeune général dans le livre des grandes légendes de guerre. Par la suite, l'image de l'empereur sera magnifiée à l'occasion d'autres batailles et événements dans des tableaux restés célèbres et réalisés par Gros puis par David.

Avec l'apparition des chaînes d'information en continu et du phénomène *you tube* sur Internet, l'exploitation des images est devenue un enjeu capital, notamment dans la gestion des conflits. Dans ce domaine sensible, les opérations de manipulations se sont multipliées. Les manigances sont notamment légion sur le théâtre du Proche-Orient. Des spécialistes ont découvert des actions de duperies qui se traduisent par l'ajout de retouches et des mises en scène sur des photos d'agglomérations endommagées par l'aviation israélienne. Des clichés de fumée sur des quartiers sont souvent rajoutés par ordinateur pour accentuer le caractère dramatique et émouvoir l'opinion. Quant aux femmes en pleurs que l'on voit parfois devant des maisons détruites, il est bon de savoir que les propagandistes du Hezbollah font régulièrement appel à « des pleureuses de service » dont le rôle consiste à sangloter sur ordre pour leurrer et exciter les masses.



Charnier de Timisoara.

La désinformation revêt quelquefois une dimension outrancière. Dans ce chapitre de l'extravagance, l'épisode de la libération du soldat féminin Jessica Lynch pendant l'intervention américaine en Irak au printemps 2003 reste un modèle du genre. Les faits présentés par Washington bouleversent l'opinion : blessée par balles après avoir résisté en tirant sur ses assaillants lors d'une embuscade, la jeune femme est faite prisonnière et emmenée dans un hôpital irakien. Une semaine plus tard, des commandos américains appuyés par des hélicoptères prennent d'assaut de nuit le site de détention pour libérer la captive. L'intervention est filmée et les images sont diffusées dans le monde entier. L'opération de supercherie sera démontée par des journalistes de la BBC et du *Los Angeles Times* et

(1) En référence au docteur Folamour popularisé par le film de Stanley Kubrick.



Massacre en Syrie.

surtout par la militaire qui avouera à ABC qu'elle n'était jamais tombée dans une embuscade et qu'elle n'avait jamais fait usage de son arme. En fait, Jessica Lynch avait été victime d'un accident de véhicule et transportée dans un hôpital pour y être soignée. L'opération de libération était un pur montage concocté par des experts de l'intoxication pour impressionner la communauté internationale. D'ailleurs, il n'y avait plus d'ennemis sur le site puisque les forces irakiennes avaient fui la zone quelques jours auparavant. Les seuls Irakiens présents appartenaient au personnel médical. En fin de compte, les images coup de poing qui avaient fabriqué le mythe de la guerrière aux cheveux blonds libérée par un commando de *Zorro* n'étaient qu'une simulation machiavélique digne des docteurs *Folimage*⁽¹⁾ d'Hollywood pour éblouir l'inconscient collectif.



Soldat français.

L'hydre numérique

A la force des images s'est ajoutée la puissance d'Internet que le journaliste-écrivain Philippe Labro a comparé à « une hydre aux milliards de têtes » qui « peut tout faire, le bien comme le mal »⁽²⁾. Cette définition reflète bien la posture ambivalente du réseau numérique, un espace formidable d'érudition et d'échanges qui peut cependant être pollué par des faussaires, des extrémistes ou des pervers, transformant de la sorte une autoroute de l'information en un dangereux canal de désinformation.

(2) Le Figaro, 24 septembre 2012.

Prenons par exemple l'image de ce militaire français qui s'est fait prendre en photo avec un foulard imprimé d'une tête de mort. Le cliché diffusé sur la Toile a été exploité par les adversaires des unités françaises sur ce théâtre du Sahel. Les désinformateurs ont aussitôt fait référence aux guerriers du Liberia et de Sierra Leone qui, pendant les années 1990, se déguisaient de manière effrayante pour accomplir des massacres sous couvert de pratiques de sorcellerie. La manœuvre de tromperie a créé un amalgame en identifiant les soldats français aux tueurs fous qui avaient semé la terreur dans ces deux pays africains alors ravagés par la guerre civile. La réalité de ce faux vrai document est pourtant toute simple : le soldat français s'est laissé photographier pendant une pause technique par un soi-disant journaliste qui, à la recherche d'un scoop, s'est empressé de faire circuler la photo sur le Web. La « gaminerie » d'un simple combattant qui voulait tout simplement meubler son album de souvenirs a ainsi été transformée en un scandale par une manœuvre pernicieuse destinée à déshonorer l'armée française, donc à affaiblir son moral.



Un soldat syrien.

L'enseignement à tirer de cet incident largement médiatisé coule de source : l'interprétation des images doit être soumise à l'esprit critique, une démarche intellectuelle qui empêche de gober trop facilement le flot d'informations visuelles. Après tout, les mouches n'entrent que dans les bouches ouvertes (proverbe arabe).



DOSSIER

NE SOYEZ PAS SOURDS
CAR NOUS NE SOMMES PAS MUETS !

PAR LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE (2S) DOMINIQUE DELORT - PROMOTION " LIEUTENANT-COLONEL BRUNET DE SAIRIGNÉ" (1967-69)
PRÉSIDENT DE LA SAINT-CYRIENNE

« La grande muette » n'est plus mais ils ne veulent pas le savoir ! Ou « Il n'y a pas pire sourd que celui qui ne veut pas entendre » ! Selon une croyance très répandue, l'Armée est devenue « la grande muette » après 1962 et l'est restée. Rien n'est plus faux, du moins depuis la fin de la guerre froide, mais cela arrange trop de monde de le croire.

Ceux qui parlent très régulièrement de « la grande muette » sont les médias et ce fut encore le cas en aout sur la chaine LCP dans une émission spécifique. Est-ce par laxisme, paresse intellectuelle ou idéologie, il est difficile d'être péremptoire tant le groupe des journalistes est hétérogène. En effet, les journalistes « spécialisés » de la presse écrite ou parlée ont des connaissances extrêmement variables des problèmes de défense et de ceux de l'armée.

Certains suivent consciencieusement ces sujets complexes d'autres surfent, quand l'actualité s'y prête, lors du début d'une opération extérieure, du 14 juillet ou lors de cérémonies à la mémoire de morts aux combats. Le lieu commun, véritable poncif, de « la grande muette » est seriné aux auditeurs, aux lecteurs et aux hommes politiques et ces derniers trouvent, sans doute, la définition confortable et pourquoi pas normale. Confortable parce que cela évite de faire trop attention aux avertissements mesurés, pondérés et répétés de tel ou tel très haut responsable militaire venu leur décrire une situation des forces armées préoccupante au regard de la situation générale et des ambitions affichées par la France. Il n'y a qu'à se reporter, par exemple, aux interventions du CEMAT, le général Bertrand Ract-Madoux, devant les commissions des assemblées ces derniers mois. Normales pensent-ils car le militaire est aux ordres du Président élu par la nation. Ce principe est - évidemment- admis mais attention de ne pas tout confondre car c'est oublier le devoir de tout chef militaire de haut niveau de réfléchir, de débattre, de s'exprimer et de donner son appréciation aux autorités gouvernementales comme à la représentation nationale. Les chefs d'état-major n'ont pas manqué de le faire et notamment à l'occasion de l'élaboration du dernier Livre Blanc comme de la réforme en

cours au ministère de la défense. Il ne pourra pas être dit qu'ils se sont tus devant la situation des armées.

Depuis deux ou trois ans quelques généraux ou colonels, très peu nombreux, sont interviewés, certains de leurs articles sont repris dans une partie presse nationale et leurs livres édités. Le plus connu en cette période est un ancien directeur de l'Ecole de Guerre et maintenant professeur à Sciences-Po, Vincent Desportes. C'est beaucoup mieux que rien bien sûr, mais c'est trop peu au risque de conforter ce mythe de « la grande muette » car ces officiers, y compris un ancien CEMA, Henri Bentegeat, sont loin d'être des cas isolés comme on voudrait le faire croire à l'opinion.

Que dire en effet des multiples dossiers et articles du groupe de réflexion du « G2S » de Jean-Marie Faugère, véritable « think tank » de 20 officiers généraux et qui a, en autres avantages, d'être composé de bénévoles et de réunir un groupe riche en expertises différentes. Les membres de ce groupe n'ont pour objectif que d'apporter leur contribution afin que les problèmes de défense soient mieux compris en particulier de ceux ayant des responsabilités publiques. Par leur formation, leur expérience, les responsabilités qu'ils ont exercées, ils sont plus fondés à s'exprimer que bien des civils appelés par les médias à répondre sur un sujet militaire. Pour parler médecine rien de tel qu'un médecin, pour discuter de philosophie rien de tel qu'un philosophe etc. ! Que dire des nombreux officiers, d'active ou non, qui écrivent des ouvrages qui sont autant d'études, de témoignages ou de réflexions d'une grande richesse. Encore faut-il faire l'effort de lire, de s'intéresser aux problèmes militaires ! Quel dommage que les journalistes-défense invités à la remise de prix littéraires les boudent... Que dire des nombreuses associations, en commençant par la Saint-Cyrienne, qui font connaître des points de vue,

ouvrent des tribunes libres et soutiennent des débats ou des colloques. Ces associations ne sont pas des syndicats. C'est peut être pour cela qu'on leur colle un bâillon virtuel. Pourtant, il suffit de lire, notre revue en particulier, le Casoar, pour être persuadé qu'une partie de « la grande muette » est bien morte. Mais ce serait rompre avec une des idées du « politiquement correct » dont souffre notre pays. Il ne peut pas être dit qu'il existe « un trou noir » de l'expression chez les militaires. Il est facile de savoir que le moral n'est pas bon, il est facile de savoir que les inquiétudes sont grandes concernant l'outil de Défense et la réforme en cours au ministère de la défense, comme il est facile de savoir que l'opération au Mali est vue comme un succès, de la décision à l'exécution. A ceux dont le métier est d'être le lien entre l'actualité et les Français, je recommande plus d'attention et plus d'ouverture car décidément et définitivement « la grande muette » est bien morte ! Ce sera rendre aussi service aux hommes politiques contraints à mieux entendre ce qui leur est dit ou proposé de lire dans et hors de l'hémicycle. Le devoir de réserve, souvent mis en avant, ne touche avant tout que la sécurité de la France et celle des forces armées ainsi que le respect des institutions de notre pays.

A défaut d'être suffisamment entendus il appartient aux plus hauts responsables militaires d'élever raisonnablement la voix quitte, en leur âme et conscience, à choisir de partir car l'enjeu est grand. Nous sommes nombreux à ne pas baisser la garde, par devoir, car dans la cacophonie générale ou tous les sujets s'entrechoquent sans ordre d'importance ni mise en perspective, c'est bien de la défense de la France dont il s'agit. Considérez les militaires pour ce qu'ils sont, des professionnels d'un art difficile, celui de la guerre. Ne soyez pas sourds car nous ne sommes pas muets !

